



Coopération en action

Rapport d'activités 2025-2026



Maxime Prévot

Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération au développement

Avant-propos

Nous vivons une époque de ruptures. Ruptures géopolitiques, pressions climatiques croissantes, remise en question du multilatéralisme. Dans ce contexte, la coopération internationale est un levier stratégique. Un instrument au service de notre politique étrangère, de nos intérêts bien compris, et de nos valeurs.

En tant que ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, je constate chaque jour à quel point il est essentiel de combiner vision diplomatique et capacité opérationnelle. C'est précisément là qu'Enabel joue un rôle irremplaçable.

Au cours des dernières années, Enabel est devenue bien plus qu'une agence d'exécution. Elle s'est transformée en un véritable pont opérationnel, entre la Belgique et ses partenaires, entre l'Europe et l'Afrique, entre l'intérêt public et l'investissement privé. Cette évolution reflète un changement de paradigme : nous ne sommes plus dans une logique d'aide traditionnelle, mais dans une approche de partenariat où gouvernements, société civile et secteur privé travaillent ensemble pour conduire la transformation.

L'année écoulée a exigé des choix stratégiques. Nous avons recentré notre action sur trois priorités : le climat, la santé mondiale et la stabilité. Cette concentration permet de clarifier notre direction et de maximiser notre impact là où l'expertise belge peut vraiment faire la différence.

Dans ce contexte exigeant, Enabel a démontré une capacité d'adaptation remarquable. Ce qui distingue l'agence, c'est son ancrage local profond. Avec plus de 2.300 collaborateurs présents dans le monde entier, Enabel se

caractérise par la proximité, l'écoute et la cocréation avec les institutions partenaires. L'agence n'arrive pas avec des solutions toutes faites, elle accompagne, elle construit avec. Cette présence permet à la Belgique de maintenir une empreinte crédible et respectée au niveau international.

J'ai pu le constater moi-même lors de mes visites au Burundi, en République Démocratique du Congo, en Ukraine. Derrière les programmes et les chiffres, il y a des femmes et des hommes qui transforment des engagements en résultats concrets. Des centres de santé qui fonctionnent. Des jeunes qui accèdent à l'emploi. Des communautés qui renforcent leur résilience.

Cette crédibilité dépasse nos frontières. Aujourd'hui, plus de 40% des ressources d'Enabel proviennent de l'Union européenne. L'agence est devenue un partenaire de confiance dans la mise en œuvre de l'initiative Global Gateway, ces grands corridors d'investissement qui lient l'Europe à l'Afrique. C'est une reconnaissance de notre expertise opérationnelle.

Enabel mobilise également l'excellence de nos institutions publiques belges. L'agence a établi des partenariats avec plus de 60 entités – dans la justice, la santé, les finances, l'intérieur, la défense – pour mettre leur savoir-faire au service de nos partenaires. Parallèlement, l'engagement croissant auprès du secteur privé reflète une évolution vers des approches mixtes, où le financement public mobilise des capitaux privés au service du développement durable.

Car je suis convaincu d'une chose : l'avenir de l'Europe et celui de

l'Afrique sont liés. L'Afrique sera le continent de la croissance démographique et économique des prochaines décennies. Ce qui s'y passe a un impact direct sur notre continent. Soit nous construisons des partenariats solides et équitables, soit nous cédon cet espace à d'autres qui ne partagent pas nos valeurs. Le travail d'Enabel s'inscrit dans cette vision à long terme, un espace de coopération euro-africain fondé sur la résilience commune et la prospérité partagée.

En période de tensions géopolitiques, créer des espaces de coopération constructive est plus précieux que jamais. Enabel s'y emploie quotidiennement, en ancrant la présence de la Belgique dans des régions où le dialogue est fragile, en offrant des plateformes où l'expertise – et non les conflits – occupe le devant de la scène. C'est ainsi que notre pays continue à jouer son rôle de bâtisseur de ponts.

Je termine par un mot de gratitude.

Aux collaboratrices et collaborateurs d'Enabel, en Belgique et à travers le monde, merci pour votre engagement et votre résilience. Vous êtes les visages de notre coopération internationale.

Aux partenaires locaux, institutions, autorités, communautés, merci de nous faire confiance. C'est ensemble, dans un esprit de respect mutuel, que nous construisons des solutions durables.

Ce rapport témoigne du travail accompli. Mais il est aussi une invitation à regarder vers l'avenir, un avenir où la Belgique, à travers Enabel, continue de contribuer à l'action mondiale de l'Europe avec ambition, crédibilité et détermination.



Sommaire

| | |
|---|----|
| Édito | 4 |
| Carte d'identité | 6 |
| Résultats | 8 |
| Impact | 10 |
| Connecter les territoires, transformer les économies | 11 |
| Concilier souveraineté stratégique et responsabilité globale | 14 |
| Pourquoi la transition énergétique ne peut plus attendre | 16 |
| L'ambition verte de la Namibie | 18 |
| Le rôle émergent d'Enabel dans la transition en Syrie | 20 |
| Ukraine : au-delà de la guerre, croire en l'avenir | 22 |
| Vers des systèmes pharmaceutiques fiables en Afrique | 24 |
| Des services publics pour accompagner la réintégration | 26 |
| Puratos et Enabel : une alliance stratégique qui fait bouger la filière cacao | 28 |
| Enabel et le secteur privé : des alliés naturels | 30 |
| Jeunes et engagés-es | 32 |
| Opérations | 34 |
| Organisation | 36 |

Édito



Jean Van Wetter
CEO



Delphine Moralis
Présidente du Conseil d'administration

Un monde nouveau

Ces dernières années, la coopération internationale a connu une profonde transformation. Les tensions géopolitiques, l'urgence climatique, les changements démographiques et la pression croissante sur le multilatéralisme ont refaçonné le paysage mondial. Dans ce contexte de complexité et d'accélération des transitions, Enabel a continué à évoluer, non pas en s'adaptant en marge, mais en repensant véritablement la signification actuelle de la coopération internationale.

Cette évolution s'ancre dans une conviction simple : les défis mondiaux appellent des solutions mondiales, et celles-ci ne peuvent émerger que d'un authentique partenariat. L'ère de l'« aide » en tant que transfert unidirectionnel des pays dits développés vers les pays en développement ne reflète plus le monde dans lequel nous vivons. Aujourd'hui, les inégalités, la fragilité, les ruptures technologiques et les risques climatiques dépassent les frontières. Dans le même temps, dynamisme économique, innovation et élan démographique sont de plus en plus présents en dehors de l'Europe. Notre avenir sera façonné par l'interdépendance et par les alliances que nous créerons pour y faire face.

Par conséquent, le narratif d'Enabel est résolument différent.

Nous considérons la coopération internationale non pas comme une œuvre de charité, mais comme une stratégie ; non pas comme une réponse à une crise, mais comme un investissement à long terme ; non pas comme des relations donateur-bénéficiaire, mais comme de la cocréation entre égaux. Cette transition a guidé notre transformation en une entreprise publique axée sur les partenariats, qui opère à la croisée entre diplomatie, expertise, investissement et ancrage local.

La crédibilité constitue un élément central de ce narratif. La force d'Enabel réside dans sa solide présence sur le terrain : plus de 2.000 de nos collègues travaillent dans des pays partenaires, en s'assurant que des solutions sont coconstruites avec les institutions nationales, les acteurs privés et la société civile. Cet ancrage local fait de nous plus qu'un simple canal de financement : en tant qu'entreprise publique, Enabel devient un connecteur entre expertise belge et européenne, entre utilité publique et capitaux privés, entre réalités des pays partenaires et priorités stratégiques de l'Europe.

Cette approche a également permis à Enabel de se positionner en tant qu'acteur européen clé. Le financement de l'UE représentant désormais une part considérable de notre portefeuille, Enabel est

devenue un instrument opérationnel dans le cadre de la stratégie « Global Gateway » de l'UE. En pratique, cela revient à aider à structurer les corridors stratégiques, à préparer des projets bancables, à réduire les risques et à permettre à l'investissement privé de circuler là où il est le plus nécessaire. Les ressources publiques ne suffiront jamais à elles seules à relever les défis mondiaux en matière de développement et de climat. Et pourtant, les ressources publiques, lorsqu'elles sont utilisées intelligemment, peuvent mobiliser des capitaux privés, modifier la perception du risque et catalyser des opportunités économiques à long terme. C'est à ce niveau qu'Enabel contribue aux ambitions stratégiques de l'Europe : en élaborant des solutions concrètes, investissables avec des partenaires sur le terrain.

Cette même vision guide nos activités en matière de justice climatique et de transformation numérique. Les financements climat profitent trop souvent aux pays qui jouissent d'une plus grande visibilité et de capacités techniques plus solides, alors que les pays les plus vulnérables au changement climatique risquent eux d'être laissés pour compte. Enabel est tenue de s'assurer que ces pays peuvent accéder aux mécanismes conçus pour les soutenir, en structurant leurs stratégies climatiques,

en renforçant leurs institutions et en les aidant à participer aux négociations mondiales sur un pied d'égalité.

Dans le domaine de la digitalisation, nos actions veillent à ce que les progrès technologiques renforcent la souveraineté plutôt que la dépendance. Un appui d'Enabel aux cadres réglementaires, à la gouvernance des données, aux écosystèmes d'innovation et au Digital for Development (D4D) Hub Union africaine - Union européenne (UA-UE) lui permet de contribuer à la création d'un environnement dans lequel les acteurs africains et européens peuvent façonner ensemble un avenir numérique équitable et inclusif.

Pour la Belgique, le rôle joué par Enabel n'a jamais été aussi stratégique. Dans un monde où la diplomatie réclame de plus en plus de capacités opérationnelles, de connexions entre institutions et de capacité à fournir des solutions crédibles sur le terrain, Enabel constitue un atout unique. Peu de pays combinent une tradition diplomatique avec une entreprise publique capable de mettre en œuvre des programmes complexes, de réunir des partenaires divers et de renforcer des alliances à long terme. Enabel porte l'expertise et les valeurs de la Belgique là où la coopération revêt une véritable importance : des négociations climatiques à la

gouvernance numérique, des corridors économiques aux régions fragiles.

À l'avenir, le défi à relever est clair : regagner la confiance du politique et du grand public dans l'importance de la coopération internationale. En ces temps de pression budgétaire et de priorités concurrentes, il nous faut réaffirmer que la coopération n'est pas un coût, mais un investissement dans la stabilité, la résilience et la prospérité partagée. La réindustrialisation de l'Europe et l'industrialisation de l'Afrique, par exemple, ne sont pas des programmes parallèles, mais des stratégies interconnectées pour un avenir plus durable et plus sûr.

Les témoignages présentés dans ce rapport illustrent ce qu'Enabel représente : des partenariats qui allient crédibilité et innovation, expertise et humilité, ainsi que vision à long terme et impact immédiat. Ils démontrent comment des graines plantées des années auparavant - un projet pilote, un appui technique, un financement d'amorçage - peuvent se transformer en écosystèmes matures, en nouvelles industries ou en entreprises prospères.

Alors que le monde poursuit sa mutation, Enabel continuera de permettre à la Belgique, à l'Europe et à ses partenaires de façonner les transitions qui définissent notre avenir commun.

Pour conclure, nous tenons à exprimer notre profonde gratitude envers tou·tes nos collègues. Jour après jour, ils et elles donnent le meilleur d'eux et d'elles-mêmes pour faire d'Enabel une organisation solide, fiable et centrée sur l'humain. Nos partenaires, en Belgique et dans le monde entier, méritent également nos sincères remerciements. Leur expertise et leur engagement renforcent nos actions et rendent notre impact possible.

Plus que jamais, nous soutenons nos collaborateur·rices et partenaires au Moyen-Orient. Dans une région soumise depuis si longtemps à des tensions extrêmes, ils et elles font preuve d'une résilience impressionnante et continuent à s'engager en faveur des populations qui vivent sous une pression sans précédent. Leur courage force le respect et nous rappelle l'essence même de notre travail.

Carte d'identité

Enabel est l'entreprise publique belge de coopération internationale. Avec nos partenaires, nous développons des idées et réalisons des projets pour relever les défis mondiaux urgents tels que le changement climatique, les inégalités sociales et économiques, les tendances démographiques, la paix et la sécurité.

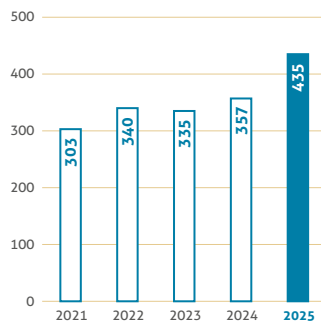
Activités

Volume

+435 millions d'euros

Évolution

(en millions d'euros)



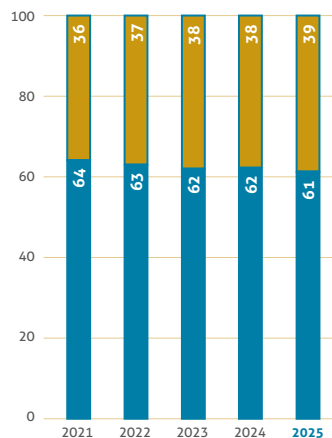
Projets

200 en cours

Expérience

+25 ans

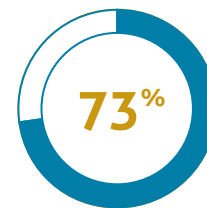
Partenaires financiers (en %)



● Belgique

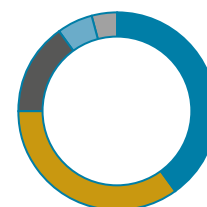
● Union européenne, Agence française de développement (AFD), Pays-Bas, Luxembourg, Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA), Green Climate Fund (GCF), Central African Forest Initiative (CAFI), Mitigation Action Facility (MAF), Fonds mondial de transformation de l'agriculture, des économies rurales et des systèmes alimentaires (FIDA), Fondation Gates, Flandre, Région de Bruxelles Capitale, Région wallonne, Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), International Centre for Migration Policy Development (ICMPD), Colruyt Group Foundation, Ministère grec des Affaires étrangères, Ministère letton des Affaires étrangères, Netherlands Development Organisation (SNV).

73% des activités sont réalisées dans des contextes fragiles*



* Contexte fragile : où le gouvernement et les institutions publiques n'ont pas les moyens ou la volonté politique de protéger la population, de gérer efficacement les affaires publiques et de combattre la pauvreté.

Répartition géographique



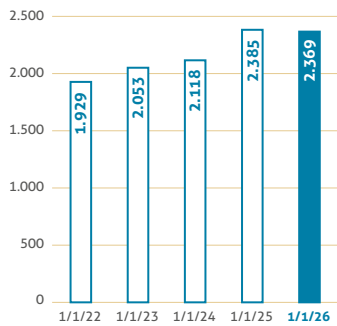
- **40%** Afrique centrale
- **35%** Afrique du Nord et de l'Ouest
- **15%** Europe
- **6%** Afrique australe
- **4%** Moyen-Orient

Ressources humaines

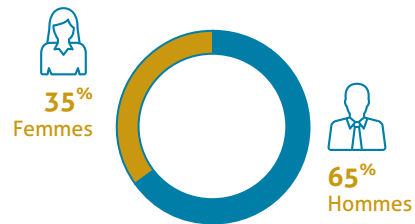
Personnel
2.369

Nationalités
50

Évolution



Répartition



Notre stratégie genre se focalise sur l'atteinte d'un meilleur équilibre homme/femme au sein de notre personnel.

Expertise thématique



Autonomisation sociale et économique

- Santé mondiale
- Protection sociale
- Éducation et formation
- Développement économique et d'entreprises



Climat - Environnement

- Systèmes alimentaires
- Gestion des ressources naturelles - Biodiversité
- Gouvernance climatique
- Transition énergétique - Eau - Construction écologique



Tendances démographiques

- Développement urbain
- Mobilité humaine



Paix - Stabilité - Démocratie

- Sécurité
- Justice
- Gouvernance financière et administrative

Thèmes transversaux et engagements de l'entreprise

Genre - Inclusion

Environnement

Transition numérique

Autonomisation de la jeunesse

Travail décent

Résultats



+4 millions

Tonnes de déchets solides collectés, traités et/ou recyclés en milieu urbain

Au cours des dernières années, Enabel a soutenu sept villes dans cinq pays pour mettre en place des systèmes efficaces de gestion des déchets solides.



+1 million

55 % femmes, 45 % hommes

Personnes affiliées à l'assurance maladie

L'accès aux services de santé et à la protection sociale s'est considérablement développé ces dernières années, contribuant à améliorer le bien-être et la résilience, en particulier pour les femmes et les groupes vulnérables.



44.000

80 % femmes, 20 % hommes

Survivant-e-s de violences physiques, sexuelles ou psychologiques ayant bénéficié d'un accompagnement adapté

Nos actions ont permis d'offrir un accompagnement médical, psychologique, juridique et/ou social structuré. Les projets de santé au Bénin, les initiatives de conseil juridique en Tanzanie et les soins mentaux et psychosociaux en Palestine représentent la part la plus importante de cet appui.



24.000

76 % femmes, 24 % hommes

Personnes migrantes ayant accès à leurs droits fondamentaux et à des services de qualité

En Ouganda, Enabel soutient les autorités locales et nationales pour améliorer l'accès des réfugiés aux services publics essentiels. Au Burkina Faso, Enabel appuie dans des zones touchées par les déplacements internes les autorités locales pour maintenir des services sociaux de base malgré un contexte sécuritaire fragile.



+1500

Micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dont le chiffre d'affaires annuel a augmenté

Enabel renforce les capacités entrepreneuriales, améliore les compétences commerciales et élargit les perspectives économiques des MPME.



+/-2,5 millions

Naissances assistées par du personnel de santé qualifié

Réduction de la mortalité maternelle et infantile. Nos actions ont permis à presque 2,5 millions d'accouchements d'être assistés par du personnel médical qualifié dans 9 pays d'Afrique subsaharienne.



+800.000

Hectares de terre restaurés

En Tanzanie (650.000 ha), il s'agit de zones forestières et de réserves naturelles, tandis qu'au Bénin (127.000 ha), cela concerne principalement l'extension de la réserve de biosphère située à l'embouchure du fleuve Mono, qui finira par s'étendre de 46 % et couvrira plus de 200.000 ha.



+/-120.000

Agriculteur-ices et producteur-ices accompagné-e-s vers l'agroécologie

Nous renforçons des systèmes de production alimentaire durables, qui accroissent la productivité et la production, préservent les écosystèmes et s'adaptent aux changements climatiques, et aux phénomènes météorologiques extrêmes (sécheresse, inondations).



+50.000

Petits exploitants agricoles aux revenus plus élevés

Enabel promeut des pratiques et des systèmes agroécologiques qui permettent d'accroître la production, de renforcer la résilience économique et d'améliorer les revenus des producteurs, tout en préservant l'environnement.



+/-540.000

Personnes soutenues face aux effets du changement climatique

Restauration des terres, formations à l'agroécologie, sensibilisation à la lutte contre les changements climatiques et la désertification, influence des politiques publiques : ces actions sont au cœur de notre portefeuille Climat Sahel (Niger, Mali, Burkina Faso et Sénégal).



+/-200.000

33 % femmes, 67 % hommes

Personnes appuyées dans l'éducation et la formation

Les actions menées en RD Congo, au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda touchent le plus grand nombre, à travers l'éducation formelle et non formelle, la formation technique et professionnelle et l'apprentissage tout au long de la vie.

Enabel a identifié des Key Development Indicators (KDI) pour disposer d'un système commun, cohérent et comparable permettant de mesurer, analyser et communiquer ses résultats institutionnels. Dans ce rapport d'activités, nous rendons compte d'une première sélection de 11 indicateurs, sur la base de données disponibles pour les trois dernières années (2023, 2024 et 2025).



En Ukraine, Enabel a soutenu le lancement du premier programme officiel de formation pour orthophonistes du pays. © Patients of Ukraine - Olha Portey

Impact

Le monde change. La coopération aussi. Pas à la marge, mais en profondeur.

Une coopération plus ancrée, plus agile, cocrée avec nos partenaires pour répondre aux défis de notre temps. Une coopération toujours empreinte d'humanité, dont nos équipes sont le moteur.

Dans les pages suivantes, nous revenons sur une année 2025 charnière qui continue d'inspirer notre travail en 2026.

La version électronique du rapport vous emmène encore plus loin. Scannez le code QR pour découvrir d'autres récits d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient.



Corridors stratégiques



© Adobe Stock

Connecter les territoires, transformer les économies

La réindustrialisation de l'Europe et l'industrialisation de l'Afrique sont étroitement liées : alors que l'Europe cherche à renforcer sa souveraineté industrielle et technologique, l'Afrique entre dans une phase décisive de son expansion économique, portée par son dynamisme démographique et l'opportunité d'un saut technologique.

Les corridors prioritaires africains illustrent cette complémentarité. En modernisant leurs axes de transport et en renforçant les chaînes de valeur, ils facilitent les échanges commerciaux et la mobilité au sein du continent africain et avec l'Europe. Dans le cadre du plan d'investissement européen Global Gateway, qui identifie douze corridors prioritaires en Afrique, Enabel joue un rôle actif dans huit d'entre eux en combinant assistance technique, infrastructures, investissements et transition écologique.

Des ports performants, atouts décisifs

Les ports maritimes jouent un rôle majeur dans la concrétisation de cette vision. Leur efficacité impacte directement la performance des corridors : coûts de transport, compétitivité locale et partenariats économiques.

En Afrique de l'Ouest, le corridor Cotonou–Niamey relie les pays enclavés du Sahel aux marchés régionaux. En partenariat avec le port d'Anvers-Bruges, Enabel s'appuie sur son expertise en gouvernance portuaire pour soutenir la modernisation du port de Cotonou au Bénin - notamment sa compétitivité (le flux de marchandises y a augmenté de 45% entre 2010 et 2019) et son rôle de porte d'entrée vers le Niger, le Burkina Faso et le nord du Nigéria.

Enabel soutient également la gestion et la sécurité du corridor béninois, via un appui aux patrouilles de la Police Républicaine dans les zones sensibles du nord et du centre du pays.

À l'autre extrémité du continent, le corridor Dar es Salaam–Kigoma occupe une place centrale. En Tanzanie, où

Corridors stratégiques

Le port de Dar es Salaam absorbe 95 % du commerce international du pays, Enabel coordonne l'assistance technique au corridor : tandis que le port d'Anvers-Bruges et TradeMark Africa soutiennent l'amélioration des performances opérationnelles du port et l'harmonisation des processus douaniers, Enabel et ONU Habitat appuient la transition vers une économie bas carbone.

Enabel accompagne également les autorités tanzaniennes dans la structuration du secteur des véhicules électriques et des infrastructures de recharge en collaboration avec TAEMA*. Elle collabore également avec l'Université de Dar es Salaam afin d'adapter les formations aux métiers verts de demain.

Des leviers d'investissement régional

Les corridors Abidjan-Lagos et Abidjan-Ouagadougou articulent la circulation des biens, des personnes et du développement économique en Afrique de l'Ouest.

Cette dynamique s'est incarnée dans le Forum d'affaires UE-Afrique de l'Ouest organisé à Abidjan du 30 mars au 1^{er} avril 2026. Il a permis de présenter des projets identifiés le long des corridors à des investisseurs publics et privés, dans l'alignement de la stratégie Global Gateway.

Quant au corridor de Lobito, il relie les régions minières de la République démocratique du Congo et de la Zambie (la « ceinture de cuivre ») au port angolais de Lobito sur la côte Atlantique. En réduisant le transport ferroviaire du fret de près d'un mois à une semaine, il vise à dynamiser le commerce régional, créer des emplois et connecter les zones enclavées.

A travers le Global Gateway, Enabel appuie l'Agence de Facilitation du Transport en Transit du Corridor de Lobito, chargée de sa gestion trilatérale. Dans une approche Team Europe, Enabel ambitionne également de soutenir des chaînes de valeur agro-alimentaires et minières, la gouvernance financière du secteur minier et la formation des jeunes aux métiers clés des corridors (transformation agro-industrielle, services de transport ferroviaire, énergie). Un appui à la modernisation du port de Lobito, en partenariat avec celui d'Anvers-Bruges, est également envisagé.

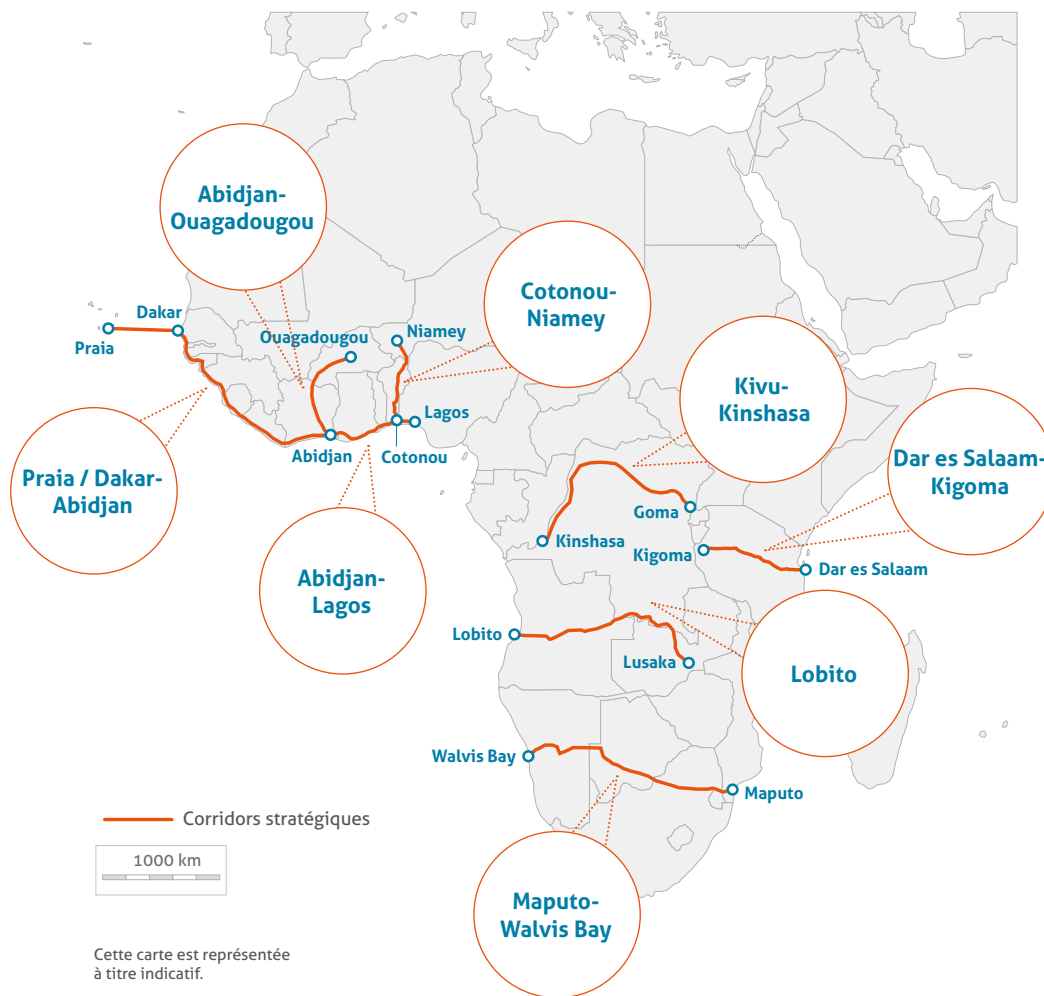
À travers ces initiatives, les corridors et leurs ports deviennent de véritables moteurs de transformation économique et de coopération entre l'Afrique et l'Europe.



« Enabel accompagne la gestion durable des corridors et des ports, et soutient les investissements productifs : l'objectif est de transformer les couloirs en un espace économique structuré, en améliorant leur capacité à attirer des investisseurs. »

Jean-Christophe Charlier
Chef de l'unité Gouvernance chez Enabel

* | Tanzania Electric Mobility Association (TAEMA), l'association tanzanienne qui fédère les acteurs de la mobilité électrique.



Le Couloir Vert Kivu-Kinshasa : moteur de croissance

En Afrique équatoriale, le couloir vert Kivu-Kinshasa raconte une autre trajectoire de développement pour la RDC. Plus de 2600 km de routes et voies fluviales relient les Kivus, à l'est du pays, à Kinshasa à l'ouest, tout en protégeant les 540 000 km² du Bassin du Congo, deuxième plus grande forêt tropicale du monde. Pensé comme un moteur de croissance verte et inclusive, il vise à conjuguer conservation des écosystèmes, développement socio-économique et promotion de l'économie verte.

Enabel soutient le développement de chaînes de valeur agricoles : l'agence aide les producteurs

à se structurer, améliore la transformation des denrées et facilite leur acheminement depuis les territoires enclavés jusqu'aux centres économiques. Enabel renforce également le transport fluvial autour du fleuve Congo. Enfin, Enabel stimule le développement du secteur privé local, en soutenant l'agro-entrepreneuriat et les investissements responsables.

Cette initiative fait écho à l'action de l'Alliance Virunga, portée par Emmanuel de Mérode autour du Parc national des Virunga : préserver un écosystème exceptionnel, tout en créant des opportunités économiques durables pour les communautés locales.

Minerais critiques

Concilier souveraineté stratégique et responsabilité globale

Dans un contexte mondial marqué par le renouveau des politiques industrielles et une incertitude géopolitique accrue, l'accès aux matières premières critiques est devenu un enjeu majeur de souveraineté stratégique.

Essentiels aux industries énergétiques, automobiles, militaires et électroniques, ces minerais sont au centre de tous les systèmes énergétiques et numériques mondiaux. Mais cette quête d'autonomie soulève une question centrale, notamment pour les pays de l'Union européenne : comment sécuriser l'approvisionnement, tout en garantissant aux pays producteurs une exploitation responsable et durable ?

Entre autonomie stratégique européenne et développement industriel africain

En 2025, l'Union européenne identifie 34 matières premières critiques et 17 matières premières stratégiques indispensables à son économie. Ainsi, les terres rares, le nickel ou encore le cobalt sont essentiels aux technologies de la transition énergétique (éoliennes, panneaux solaires), tandis que le lithium, le graphite et le phosphate jouent un rôle clé dans la fabrication des batteries et le stockage d'énergie. Avec le Critical Raw Materials Act, l'UE a établi un cadre pour accélérer le développement de projets miniers durables et inclusifs, tout en diversifiant ses sources d'approvisionnement et ses partenariats.

Dans ce contexte et en raison de leur riche dotation en métaux et minéraux critiques et stratégiques, les pays africains apparaissent comme des partenaires clés : le développement de projets miniers et industriels sur leurs territoires représente donc un enjeu géostratégique mondial et une opportunité de croissance économique majeure.

Mais il s'accompagne aussi de défis : en effet, bien que l'exploitation minière offre des opportunités considérables de développement industriel, cette dépendance aux ressources naturelles pose également des défis macroéconomiques et de gouvernance. Au-delà des incertitudes économiques, le secteur minier est aussi confronté à une consommation énergétique intensive, à laquelle s'ajoutent de nombreuses préoccupations environnementales et sociales liées à l'extraction et au commerce de ces ressources.

L'engagement d'Enabel se situe à l'intersection de ces deux dynamiques : forte de son expertise et de son expérience sur le continent africain, l'agence accompagne les acteurs africains et européens – publics comme privés – dans la mise en œuvre d'une gestion plus transparente et durable des ressources minières, vectrices d'emplois décents et de création de valeur pour les populations locales.

En RD Congo, une approche intégrée du secteur minier

La République démocratique du Congo, qui assurait selon la Banque Mondiale plus de 74 % de la production mondiale de cobalt en 2021, illustre pleinement la relation entre enjeu géostratégique et développement local : au niveau central, Enabel appuie le ministère congolais des Finances dans l'élaboration et la mise en œuvre de sa feuille de route 2025-2027, afin d'améliorer la gestion macrobudgétaire et financière des ressources minières et pétrolières. Cela permet de renforcer la transparence et le suivi des investissements et des recettes de l'État.

Au niveau régional, dans les pôles miniers du Haut-Katanga et du Lualaba, Enabel appuie le développement des compétences, afin de renforcer l'emploi décent, la chaîne de valeur (extraction, industrie de transformation) et la durabilité du secteur. À Kolwezi (Lualaba), l'agence a noué un partenariat avec un sous-traitant minier pour former des jeunes en électricité industrielle selon des standards internationaux, tout en équipant les centres de formation et en renforçant les capacités des formateur·rices locaux·ales.

À Lubumbashi (Haut-Katanga), dans le cadre du projet européen Unis pour l'Éducation et l'Emploi, Enabel appuie les centres de formation afin de proposer des parcours directement liés aux métiers du secteur minier et paraminier (maintenance, mécanique, conduite d'engins, logistique), combinés à des stages en entreprise. Cette approche part des besoins réels des entreprises pour construire des formations orientées vers l'emploi.



Parallèlement, Enabel agit pour améliorer les conditions de travail dans le secteur minier : l'agence a notamment formé des mineurs artisanaux sur leurs droits et la sécurité au travail, soutenu l'inspection du travail, organisé des campagnes de sensibilisation et renforcé les syndicats en partenariat avec des organisations belges et congolaises.

Enfin, ces actions s'inscrivent dans une vision plus large liée aux corridors stratégiques soutenus par l'initiative européenne Global Gateway - notamment le Corridor de Lobito - conçus non seulement comme des infrastructures de transport, mais aussi comme de véritables couloirs de développement verts et inclusifs.

Enabel intègre le développement des compétences dans les pôles miniers situés le long de ces corridors, en ciblant les métiers clés de l'exploitation responsable, de la logistique, de la maintenance et des services énergétiques.

Climat

Pourquoi la transition énergétique ne peut plus attendre

La transition énergétique constitue un enjeu central pour le développement durable, notamment en Afrique, où près de 600 millions de personnes restent sans accès à l'électricité.

En plus d'être social, cet enjeu est environnemental : le secteur de l'énergie représente plus des trois quarts des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Soutenir une transition énergétique juste implique donc de répondre simultanément aux défis climatiques, démographiques et sociaux, tout en ouvrant des perspectives d'un développement économique bas carbone.

Un enjeu de santé publique

Cuisiner tue. En Afrique subsaharienne, près d'un milliard de personnes utilisent encore des combustibles polluants (bois de chauffe, charbon de bois, etc.) pour cuisiner. La pollution domestique qui en résulte provoque environ 815.000 décès prématurés chaque année, touchant surtout les femmes et les enfants.

La cuisson propre constitue dès lors un pilier essentiel de la transition énergétique juste, ainsi qu'une opportunité de marché croissante pour l'action climatique et une croissance inclusive. Le déploiement de solutions de cuisson propre (gaz naturel, électricité verte) sur le continent ne nécessiterait qu'une fraction des investissements énergétiques mondiaux, tout en générant des avantages considérables pour la santé publique, l'égalité de genre et le climat.

Enabel soutient ses pays partenaires dans le renforcement des politiques publiques, des marchés et des compétences nécessaires au développement de solutions viables et répliquables.

Au Mozambique, cette transition est déjà en cours : la cuisson propre est intégrée à l'agenda national de transition énergétique, et Enabel collabore avec le gouvernement pour mettre en place des standards réglementaires clairs, fixant des seuils d'efficacité énergétique et d'émissions.

Ces normes protègent les ménages contre des technologies dangereuses tout en renforçant la confiance des investisseurs privés. La réforme des politiques publiques devient ainsi un levier pour créer un marché sûr et attractif : accélérer l'accès à ces solutions, c'est améliorer la santé des familles, soutenir les PME, renforcer le financement carbone et créer des emplois pour les femmes et les jeunes à travers le continent.

En Côte d'Ivoire, nous soutenons l'amélioration des politiques, le financement des PME, l'innovation, le développement d'entreprises locales et la mise en place d'un One-Stop-Shop/Desk d'information sur la cuisson propre.

Un levier de développement économique

La transition énergétique crée des opportunités de diversification économique et d'emplois dans les chaînes de valeur de l'économie verte, notamment les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, la gestion des déchets électroniques ou l'hydrogène vert.

En Tanzanie, Enabel et ONU Habitat soutiennent le développement du secteur des véhicules électriques légers (2 et 3 roues) en créant des conditions d'investissements durables. L'agence travaille notamment avec TAEMA, l'association tanzanienne qui fédère les acteurs de la e-mobility. Nous collaborons également avec l'Université de Dar es-Salaam pour adapter les formations aux futurs emplois de la mobilité électrique - car sans main-d'œuvre qualifiée, pas de transition verte.

Au Sénégal, Enabel accompagne l'accès à des solutions adaptées aux activités économiques locales, notamment en milieu rural. Nous travaillons également sur la fin de vie des équipements solaires, en évaluant les besoins en démantèlement, recyclage et gestion des déchets.



Dans la province de Manica (Mozambique), la ferme de litchis de Donna Isabel Vilanculos est irriguée grâce à une installation de pompage solaire.
© Enabel - Isabel Corthier



Inspection de véhicules électriques à Dar es Salaam, Tanzanie.
© Enabel

En Côte d'Ivoire, Enabel structure des filières autour de la valorisation des résidus agricoles et de la production de combustibles alternatifs.

L'agence renforce aussi les PME et entrepreneur-es grâce à un appui technique et financier. Enfin, Enabel stimule un écosystème d'affaires attractif en consolidant les réseaux entrepreneuriaux et en levant les freins au financement.

La mobilisation de financements climat

Lors du deuxième Sommet africain sur le climat, tenu à Addis-Abeba (Éthiopie) en septembre 2025, le financement de la transition énergétique a occupé une place centrale. Parmi les mécanismes financiers mis en avant figurent les marchés carbone, identifiés comme leviers stratégiques pour soutenir la mise en œuvre des engagements climatiques des États. Ils peuvent mobiliser des ressources supplémentaires pour soutenir des projets d'énergie propre, de cuisson propre, de reforestation ou d'agriculture durable.

Enabel appuie ainsi le renforcement de cadres climatiques et des capacités institutionnelles nécessaires pour accéder à ces mécanismes. Comme l'a déclaré le ministre belge Jean-Luc Crucke, lors du Sommet : « *Les marchés carbone doivent servir les ambitions africaines. La Belgique, en tant que membre de la Team Europe, est prête à soutenir cette vision* ».

En outre, Enabel pourra mobiliser en 2026 une partie des recettes du système européen d'échange de quotas d'émission (ETS) pour soutenir une action en Namibie, en lien avec le développement du secteur de l'hydrogène vert et d'une économie bas carbone. Celle-ci prévoit la préparation des infrastructures portuaires de Walvis Bay pour accueillir et sécuriser les futures chaînes de valeur de l'hydrogène vert, ainsi que des formations

professionnelles dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'hydrogène.

En agissant comme facilitatrice, Enabel aide les pays partenaires à transformer des stratégies climatiques et énergétiques ambitieuses en projets bancables, au service d'une économie bas carbone.

L'impact du Green Climate Fund

Parmi les sources de financement, le Fonds vert pour le climat constitue le principal mécanisme financier climatique au monde. Suite à l'accréditation d'Enabel auprès de cette institution en 2019, l'agence a signé, en mars 2026, le financement d'un projet au Mozambique d'un montant de 42 millions d'euros, visant à renforcer la résilience climatique et à élargir l'accès à l'énergie en zones rurales.

Le projet développera l'accès à une énergie propre et abordable via des miniréseaux solaires et soutiendra les usages productifs de l'énergie (transformation agricole, chaînes du froid, artisanat, irrigation et pompage solaire) tout en renforçant les capacités institutionnelles nationales.

Il améliorera directement les conditions de vie de plus de 65.000 Mozambicain-es.

Climat

L'ambition verte de la Namibie

Dotée d'un potentiel exceptionnel en énergies renouvelables, la Namibie - pays d'Afrique australe de près de trois millions d'habitantes - ambitionne de devenir l'un des leaders mondiaux de l'hydrogène vert.

L'émergence d'une telle économie ouvre des perspectives à long terme pour le pays : soutenir une industrialisation bas carbone, créer des emplois locaux, déployer les énergies renouvelables à grande échelle et réduire le déficit énergétique national.

Dans cette perspective, le renforcement du port de Walvis Bay constitue un investissement stratégique. Il vise à préparer les infrastructures portuaires à la transition bas carbone, à soutenir l'émergence d'une économie fondée sur l'hydrogène vert, et à améliorer la circulation des biens, des matières premières - notamment les minerais critiques - ainsi que celle des personnes.

Enabel inscrit son engagement dans une approche intégrée Team Belgium – Team Europe, articulée autour de trois piliers : le développement des compétences et le renforcement de la formation professionnelle, la mise en place de pôles énergétiques et la modernisation des infrastructures portuaires et logistiques.

Formation professionnelle et industrialisation bas carbone

La Namibie est confrontée à un taux de chômage des jeunes particulièrement élevé, estimé à 45 %. Il résulte principalement d'un décalage entre les compétences issues du système éducatif et de formation, et les besoins réels du marché du travail.

À travers le Global Gateway - la stratégie d'investissement extérieure de l'Union européenne - Enabel et la GIZ (l'agence allemande de coopération internationale) développent des formations techniques et qualifiantes dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert. Ces initiatives alignent le développement des compétences sur des investissements concrets et des opportunités d'emploi réelles, afin que la formation professionnelle soutienne directement une transition verte juste et inclusive.

Si l'hydrogène vert demeure un moteur stratégique pour la Namibie, Enabel ambitionne également de renforcer

les compétences liées aux minerais critiques et au développement de chaînes de valeur industrielles vertes, telles que les énergies éolienne et solaire. L'objectif est de favoriser l'émergence d'emplois durables tout au long de la chaîne de valeur - de l'extraction et la transformation à la logistique, l'exploitation et la maintenance.

Efficacité portuaire et corridors stratégiques

Pour concrétiser l'ambition namibienne, le développement du port de Walvis Bay et de ses infrastructures constitue un levier stratégique majeur.

Le corridor Walvis Bay-Maputo s'inscrit au cœur de cette dynamique : en mettant l'accent sur le développement des ports de Walvis Bay, Lüderitz (en Namibie) et Maputo (au Mozambique), il stimule l'intégration régionale tout en soutenant la transition énergétique et l'essor d'une industrialisation bas carbone.

Forte de son expérience dans la modernisation du port de Cotonou au Bénin, menée en étroite collaboration avec le port d'Anvers-Bruges, Enabel dispose d'une expertise reconnue en gouvernance portuaire. Aux côtés du port d'Anvers-Bruges et de la GIZ, l'agence se positionne auprès de l'Union européenne comme partenaire clé pour accompagner le développement de ce corridor stratégique, fondé sur le renforcement des infrastructures portuaires en Namibie et au Mozambique.

Ce corridor constitue également un catalyseur pour l'investissement privé - à l'image de CMB.Tech, entreprise maritime belge et leader de la décarbonation du transport, déjà active en Namibie - dans une approche Team Belgium mobilisant les expertises publiques, privées, financières et académiques belges.

Infrastructures portuaires, développement des compétences et structuration de chaînes de valeur vertes : Enabel contribue ainsi à créer les conditions d'un développement économique durable pour la population namibienne, au service de la transition énergétique.



Dunes de sable sur le rivage de Sandwich Harbour en Namibie.
© iStock

À l'horizon

Le rôle émergent d'Enabel dans la transition en Syrie

La transition politique en Syrie depuis décembre 2024 a ouvert une fenêtre fragile, mais réelle pour la reconstruction après plus d'une décennie de conflit.

Alors que les divisions sociales, les infrastructures détruites et les déplacements massifs continuent de façonner la réalité quotidienne, les premiers signes de reprise sont visibles : les institutions reprennent lentement leurs fonctions, l'activité économique réapparaît et les acteurs internationaux reviennent prudemment dans le pays. Dans ce contexte évolutif, la Belgique, aux côtés de ses partenaires européens, a entamé un réengagement diplomatique progressif. Il ambitionne de soutenir un redressement socioéconomique fondé sur les droits, dans l'optique de promouvoir la paix et la stabilité en vue d'une transition inclusive.

Alors que les besoins en matière de reconstruction sont estimés entre 250 et 400 milliards de dollars, l'Union européenne, les Nations Unies, les donateurs bilatéraux, les États du Golfe et la Turquie renforcent leur implication. Avec la levée en 2025 des sanctions de l'UE et les agences européennes qui préparent leur présence dans le pays, des opportunités d'une action internationale coordonnée se présentent. L'engagement renouvelé de la Belgique, centré sur les efforts de stabilité, la positionne comme un acteur constructif dans le cadre de stratégies européennes élargies.

Enabel propose un parcours progressif et adapté au contexte pour appuyer le rôle joué par la Belgique. Des missions exploratoires préliminaires ont été menées fin 2025 et début 2026 dans le but de nouer des contacts à haut niveau pour discuter des priorités de la Syrie, les aligner sur les intérêts de la Belgique et la position de l'UE, et évaluer les conditions de fonctionnement. Cette démarche a été entreprise dans le but d'identifier les domaines potentiels dans lesquels Enabel pourrait apporter une valeur tangible et soutenir le redressement socioéconomique de la Syrie.

Les initiatives futures pourraient bénéficier de l'expérience engrangée par Enabel dans les régions touchées par les conflits, notamment en Ukraine, en



Vue sur la ville d'Alep, Syrie. © AdobeStock

Palestine et en Jordanie. Les points d'entrée stratégiques potentiels pour un redressement rapide devraient se concentrer sur le renforcement de la gouvernance et de la capacité institutionnelle des autorités syriennes. Cet appui peut porter sur des domaines tels que la gouvernance portuaire, les efforts de réintégration systémique, la digitalisation des registres d'état civil et les questions liées au climat. En outre, la mise en place d'un environnement favorable à la création d'emplois nécessitera des investissements dans le développement des compétences, l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP), ainsi que des mesures visant à soutenir le secteur privé.

Grâce à cette approche calibrée, Enabel est prête à contribuer à une Syrie plus stable, résiliente et inclusive, renforçant de la sorte l'engagement de la Belgique en faveur de la paix, de la stabilité régionale et de la coopération européenne.

D'autres concertations et discussions avec la Belgique et les autorités syriennes se poursuivront en 2026 afin d'identifier la niche la plus pertinente pour un engagement futur.

Cap sur la Moldavie

L'ouverture d'un bureau et le démarrage d'activités en Ukraine ont également incité Enabel à engager une réflexion stratégique plus approfondie sur l'utilisation comme levier - pour d'autres pays - de l'expertise acquise en matière d'intégration européenne et de partenariats renforcés avec la Belgique.

En Ukraine, nous travaillons en étroite collaboration avec les États baltes : avec l'Estonie dans le secteur de la santé et avec la Lituanie à la construction d'abris, et ce, dans l'optique de capitaliser leur expérience en matière d'intégration à l'UE. Cette coopération s'inscrit dans le cadre des initiatives Team Europe et souligne l'importance d'un appui conjoint aux pays en transition vers l'adhésion à l'UE.

En 2025, Enabel est partie en mission exploratoire en Moldavie afin d'identifier les possibilités de collaboration. Tout cela a finalement abouti à une visite d'étude en Belgique, en février 2026, de décideur-euses politiques et d'expert-es techniques des ministères de l'Énergie de Moldavie et d'Ukraine, entre autres. Durant cette visite, ils et elles ont pu rencontrer des organismes publics et des entreprises de premier plan de l'écosystème énergétique belge (notamment Elia, Bruxelles Environnement, Engie, Umicore, Sortbat, Sibelga, Deplasse, Vlaams Energiebedrijf (VEB), Homegrade, Yuso, Ampacimon, Octave et Coopeos) afin d'en tirer des enseignements pour leur propre processus d'adhésion.

Afin d'ancrer davantage encore cette coopération avec la Moldavie, nous prévoyons en 2026 la signature d'un Memorandum of Understanding à Chişinău. Celle-ci permettra non seulement de formaliser notre engagement, mais aussi de créer un cadre structurel pour l'échange de connaissances et l'action commune. C'est ainsi que nous contribuerons à une intégration durable et inclusive à l'UE, qui permettra aux pays d'apprendre les uns des autres et de grandir ensemble.

Junior Academy en Ukraine

En Ukraine, Enabel pilote une « Junior Academy », un partenariat public-privé visant à améliorer le développement des compétences des jeunes. Il s'agit d'un modèle réunissant autorités publiques, secteur privé et établissements d'enseignement et de formation professionnels. Objectif : remédier à l'inadéquation entre l'enseignement et les besoins du marché du travail, en contribuant à la formation d'une main-d'œuvre tournée vers l'avenir pour le redressement du pays.

Bosch a été la première entreprise européenne à y adhérer. Elle s'est associée à Enabel pour améliorer la formation dans deux domaines : le diagnostic et le réglage de l'équipement électronique automobile, et l'installation de systèmes d'ingénierie. La Belgique finance l'acquisition d'équipements de pointe et la formation d'instructeur-rices au Bosch Training Centre, tandis que Bosch contribue à la conception de laboratoires, à l'élaboration des programmes d'études et à l'organisation de conférences par des expert-es.

Le premier projet pilote de la Bosch Junior Academy est déjà opérationnel au lycée professionnel de Boryspil, avec plus de 170 élèves. Cinq autres académies sont en cours de développement. Bénéficiant d'un large soutien du ministère ukrainien de l'Éducation et des Sciences, ce projet est mis en œuvre avec les administrations régionales de Kyiv et de Tchernihiv.

Ce modèle est extensible et reproductible à travers les régions et les secteurs. Cette approche inspirera également le prochain partenariat d'Enabel avec l'entreprise belge de matériaux de construction innovants ETEX, visant à former et perfectionner les artisan-es dans la construction et ses technologies.



© Enabel

Entretien

Ukraine : au-delà de la guerre, croire en l'avenir

Viacheslav Chaus est le Chef de l'administration militaire régionale de Tchernihiv. Ayant travaillé dans les secteurs privé et public, il a accédé à ce poste quelques mois seulement avant que la Russie ne lance son invasion à grande échelle de l'Ukraine, et occupe le poste de gouverneur depuis 2021. Il aborde les défis actuels de la région et sa vision de l'avenir de Tchernihiv : un avenir défini par la prospérité, l'inclusion et des partenariats internationaux solides.

Comment décririez-vous la situation actuelle dans la région de Tchernihiv ? Comment la population s'en sort-elle et quels sont les besoins les plus urgents ?

Nos concitoyen-nes ont fait l'expérience de la vie sans électricité, sans eau, sans chauffage et sans gaz pour la première fois en 2022, lorsqu'une partie de la région a été temporairement occupée par les forces russes. Cela nous a poussés à renforcer nos défenses aériennes, mais, face aux incessantes attaques de missiles et de drones, même les meilleures défenses ne peuvent pas tout faire.

Au cours de l'année écoulée, plus de 24.000 frappes ennemies ont été enregistrées dans notre région. Alors que les frappes durent depuis quatre ans, cet hiver a été marqué par les attaques les plus brutales contre le secteur de l'énergie. La Russie mène aussi délibérément des doubles frappes ciblant les travailleur-euses du secteur de l'énergie en pleine réparation, ce qui rend extrêmement dangereuse la remise en état des infrastructures.

Quoi qu'il en soit, nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour éviter que notre population ne subisse trop des températures de -20°C. Nous avons ouvert de nombreux Resilience Hubs et mis tout en œuvre pour apporter un appui aux personnes

handicapées et âgées. Les coupures de courant en alternance étant déjà une réalité, notre priorité était de préserver au moins l'accès au chauffage, et c'est précisément à ce niveau que les chaudières mobiles d'Enabel se sont révélées inestimables.

La démographie de la région a évolué : beaucoup de personnes ont fui, tandis que d'autres sont arrivées en nombre. Comment cette évolution affecte-t-elle les services sociaux ?

Tchernihiv étant la deuxième région d'Ukraine en termes de superficie, mais aussi la moins densément peuplée, l'accès aux services sociaux y a toujours constitué un défi. L'invasion à grande échelle n'a fait qu'aggraver la situation, avec environ 30.000 personnes déplacées en provenance d'autres régions et un nombre croissant de vétérans de guerre parmi nos résident-es. Le maintien de la qualité et de l'accessibilité des soins de santé, de l'éducation et des services administratifs est une priorité partagée par les collectivités locales et à tous les niveaux de gouvernement ; il est dès lors essentiel d'avoir des partenaires solides pour appuyer notre capacité institutionnelle.

Selon vous, qu'est-ce qui pourrait inciter les gens à revenir à Tchernihiv et les ancrer dans leurs communautés ?

Tout d'abord la sécurité. Il s'agit ensuite de reconstruire en mieux, en restaurant les logements, les infrastructures énergétiques, les écoles et les établissements de santé. C'est ce qui encouragera les personnes à rester et motivera ceux et celles qui sont partis à revenir. Nous devons également nous assurer que les entreprises restent dans la région et sont désireuses de se développer, créant ainsi des emplois pour nos habitant-es.

Je me réjouis que le gouvernement ukrainien ait mis l'accent sur l'enseignement et la formation professionnels (EFP). À mes yeux, le développement de l'EFP est, pour Tchernihiv en particulier, une garantie vitale pour que les populations choisissent de rester ici.

Le marché du travail évolue et des initiatives, telles que les politiques actives du marché du travail d'Enabel, ambitionnent une meilleure adéquation entre compétences et besoins du marché. Quelles sont, selon vous, les industries stratégiques pour la reprise et la compétitivité de la région ?

Assurément, la construction, les infrastructures de transport, les logements et les services d'utilité publique. L'agroalimentaire – après tout, nous sommes une région agricole. La transformation du bois, l'industrie



Viacheslav Chaus
Gouverneur de la région de Tchernihiv

légère..., ce sont là les secteurs qui définiront l'avenir de Tchernihiv. Si nous voulons saisir cette opportunité d'avenir, il nous faut doter dès aujourd'hui la jeune génération des compétences adéquates.

Comment voyez-vous l'évolution des opportunités économiques, en particulier pour le secteur privé ?

Lorsque j'ai pris mes fonctions en 2021, attirer des investissements dans la région est devenu ma priorité personnelle. J'étais optimiste : nous avions plusieurs projets communs en cours de développement avec les États baltes. Puis février 2022 est arrivé, et tout s'est arrêté.

Tchernihiv est riche en ressources naturelles, en particulier dans le domaine de l'agriculture. Nous sommes peut-être la région la plus septentrionale limitrophe de l'UE, mais nous sommes aussi l'une des plus proches de Kyiv, ce qui joue en notre faveur : la logistique est rapide et la proximité de la capitale favorise le développement. Mais soyons réalistes : lorsque 2.224 drones Shahed pénètrent dans l'espace aérien de la région en un seul mois, l'attrait pour les investisseurs étrangers est proche de zéro.

Ce qui est remarquable, toutefois, c'est que nos entreprises locales se sont montrées particulièrement résistantes, en continuant à réinvestir dans leurs

activités. Aucune grande entreprise n'a été entièrement délocalisée de la région, ce qui est assez parlant. De surcroît, nous avons conclu des accords préliminaires avec des entreprises étrangères en vue d'investissements futurs - j'espère que nous pourrions les mettre en œuvre une fois la guerre terminée.

Enabel a entamé ses activités ici en 2024. Comment évalueriez-vous ce partenariat ?

J'aimerais que tous les mémorandums de coopération fonctionnent aussi bien que celui que nous avons conclu avec Enabel. L'appui de la Belgique à la résilience énergétique, aux soins de santé et à l'éducation a été cohérent et opportun, et nous lui en témoignons notre reconnaissance.

J'espère qu'un jour, la région de Tchernihiv deviendra elle aussi un partenaire à part entière de nos alliés, qu'elle ne se contentera pas de bénéficier d'un appui, mais qu'elle y contribuera sur un pied d'égalité. J'envisage une relation bilatérale fondée sur des échanges économiques, culturels et éducatifs. Rien que dans les soins de santé, nos médecins ont acquis une expertise inestimable dans des domaines tels que la réadaptation, des connaissances chèrement acquises dont le monde entier pourrait s'inspirer. Ce type de coopération mutuelle est mon rêve.

Les investissements de la Belgique dans la région de Tchernihiv couvrent les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'énergie. Dans les hôpitaux de Koriukivka et de Pryluky, les services de réadaptation rouvriront bientôt après leur reconstruction, tandis qu'à Kyinka, l'école locale a fait l'objet d'une modernisation axée sur l'efficacité énergétique. Des travaux sont également en cours au Centre régional du sang, qui devrait répondre aux normes de l'UE grâce au partenariat d'Enabel avec la Croix-Rouge Flandre. Ces efforts en matière d'infrastructures sont complétés par des programmes de renforcement des capacités destinés aux professionnels de santé.

Un autre projet à venir est la Bosch Junior Academy, qui sera mis en place dans deux écoles de l'enseignement et de la formation professionnelle à Tchernihiv. La formation axée sur les besoins du marché est également au cœur du mécanisme ALMP (politiques actives du marché du travail) - une initiative pilotée par Enabel qui finance des programmes de formation destinés à renforcer la productivité de la main-d'œuvre locale.

Le soutien au système énergétique demeure tout aussi vital : l'hiver dernier, Enabel a fourni à la région 28 chaudières mobiles pour les infrastructures sociales.

Après celui de la victoire de l'Ukraine, bien entendu.

Au-delà de la guerre, quelle est votre vision de l'avenir de Tchernihiv ?

Si plusieurs scénarios de développement se profilent à l'horizon, le tourisme reste la pierre angulaire de chacun d'entre eux. Avant l'invasion massive, Tchernihiv était une destination de weekend prisée par les habitants de Kyiv - grâce à son offre de sites historiques, culturels et récréatifs - et je pense que son potentiel n'a pas encore été pleinement exploité.

Je vois également de réelles opportunités dans le secteur des technologies de l'information. Avant l'invasion, Tchernihiv comptait l'un des pôles IT les plus puissants d'Ukraine. Même si de nombreuses personnes sont parties, ce pôle existe toujours et son potentiel de développement est bien présent. Notre région n'a pas de géants industriels et technologiques, et franchement, c'est une bonne chose, car cela nous a permis de préserver un environnement propre.

Tchernihiv est peut-être faiblement peuplée, mais ses habitants sont ouverts et fiables. Ce sont là des personnes avec lesquelles vous pouvez construire quelque chose de significatif. La chose la plus importante à présent est de mettre un terme à cette guerre - ensemble.

Vers des systèmes pharmaceutiques fiables en Afrique

L'accès à des médicaments sûrs, efficaces et abordables est un pilier essentiel de la santé publique. Pourtant, dans de nombreux pays africains, patient·es et professionnel·les de santé sont confronté·es au risque quotidien de tomber sur des produits inefficaces, voire dangereux. Les produits de qualité inférieure et falsifiés continuent de circuler, notamment là où les systèmes de régulation sont fragmentés ou manquent de ressources.

Garantir la sécurité des médicaments n'est pas seulement une question d'ordre technique. C'est aussi une question de confiance : confiance dans les pharmacies, les hôpitaux et, plus largement, dans les systèmes de santé. Renforcer la qualité et la sécurité des produits médicaux, ainsi que l'ensemble de l'écosystème pharmaceutique, est essentiel pour protéger les patient·es, et éviter que quiconque ne soit exposé à des risques.

D'une vision commune à la réalité

Depuis plus d'une décennie, Enabel collabore avec ses partenaires africains pour renforcer la réglementation des médicaments et promouvoir la coopération transfrontalière. Cet engagement à long terme a contribué à une étape majeure : la création de l'Agence africaine du médicament (AMA).

Adoptée par l'Union africaine en 2019 et opérationnelle depuis 2025, l'AMA vise à soutenir les autorités nationales de régulation, harmoniser les normes et améliorer la qualité et la sécurité des médicaments et des technologies de la santé à l'échelle du continent. Tout au long de sa mise en place, Enabel a facilité le dialogue entre partenaires, en apportant son expertise technique et en contribuant à aligner l'appui international sur les priorités africaines.

« *L'avenir de l'Afrique ne sera pas seulement défini par l'ambition, mais aussi par la capacité à construire des systèmes efficaces – pour les régulateurs, pour l'industrie et, surtout, pour les patient·es* », a déclaré Dre Delese Mimi Darko, Directrice générale de l'Agence africaine du médicament.

Aujourd'hui, alors que l'Agence passe du stade de la création à sa pleine opérationnalisation, Enabel continue d'accompagner cette initiative portée par l'Afrique, en transformant une vision commune en actions concrètes.

Poser des bases solides au niveau national

Transformer une ambition continentale en progrès tangibles pour la santé publique suppose des systèmes nationaux solides, capables de garantir la qualité de chaque médicament qui parvient aux familles, aux cliniques et aux hôpitaux. C'est là que l'appui d'Enabel prend tout son sens.

En Mauritanie, Enabel soutient les autorités nationales pour améliorer les procédures réglementaires et renforcer les mécanismes de contrôle qualité. L'objectif : garantir que les médicaments disponibles dans les pharmacies, et les établissements de santé respectent les normes de sécurité - y compris dans les régions isolées où la surveillance est plus difficile.

Au Sénégal, Enabel aide les autorités réglementaires à renforcer leurs cadres et pratiques, à s'aligner sur les standards continentaux et à s'impliquer plus efficacement dans les initiatives réglementaires régionales et africaines. Ensemble, ces efforts contribuent à poser les fondations nécessaires au bon fonctionnement de l'AMA.

Mobiliser les partenaires pour plus d'impact

Outre son appui au niveau national, Enabel joue un rôle clé dans la coordination des partenaires à l'échelle continentale. En tant que présidente de la Plateforme de



© Istockphoto

partenariat pour l'harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique (AMRH), l'agence réunit bailleurs, partenaires techniques et acteurs du secteur afin d'harmoniser les appuis et de promouvoir une approche commune du renforcement réglementaire.

Ce rôle de coordination est renforcé par l'initiative Team Europe sur la fabrication et l'accès aux vaccins, aux médicaments et aux technologies de santé en Afrique (TESS MAV+), pilotée par Enabel. Avec le soutien d'agences européennes, d'États membres et de la Commission européenne, TESS MAV+ aligne l'appui européen sur les priorités africaines, facilite le dialogue entre partenaires et fournit une assistance ciblée aux autorités de régulation. En reliant assistance technique, dialogue politique et financements, TESS MAV+ constitue un pilier central des progrès de l'Afrique vers des médicaments plus sûrs et mieux réglementés - illustrant la valeur ajoutée d'une approche Team Europe coordonnée.

Qu'il s'agisse de soutenir la création de l'Agence africaine du médicament, de renforcer les régulateurs nationaux ou de coordonner les partenaires, Enabel contribue à renforcer l'écosystème réglementaire sur tout le continent africain. En articulant action locale et ambition continentale, l'agence aide à renforcer la confiance dans les médicaments, au service de systèmes de santé plus sûrs et de meilleurs résultats pour toutes et tous.

Mobilité humaine



Atelier de réflexion sur les parcours de réintégration professionnelle en Guinée. © Enabel

Des services publics pour accompagner la réintégration

Les personnes migrantes qui retournent dans leur pays d'origine ne retrouvent pas toujours une place dans la société. Pour beaucoup, c'est un moment d'incertitude. Peu d'informations, des services difficiles d'accès, peu d'opportunités d'emploi.

Pour les services publics dans les pays d'origine, ces retours sont un défi, mais aussi l'occasion de s'aligner sur les besoins de toutes et tous, y compris des personnes migrantes de retour. La réintégration devient alors une opportunité de renforcer l'inclusion.

À travers les projets MIGRET en Côte d'Ivoire et AMIS en Guinée, financés par l'Union européenne, Enabel défend cette approche de la mobilité : renforcer les conditions qui permettent à ces personnes de reconstruire leur avenir.

Créer les conditions d'une réintégration

Face aux enjeux de la réintégration, Enabel soutient les acteurs publics et privés pour faciliter l'accès à des opportunités économiques et aux services existants. Plutôt que de proposer une aide ponctuelle ou des dispositifs parallèles de réinsertion, Enabel renforce les circuits existants qui connectent les personnes migrantes de retour aux services d'assistance sociale, de l'emploi, de la formation et de l'entrepreneuriat.

En Côte d'Ivoire, à travers le projet MIGRET, Enabel a analysé les défis auxquels font face les personnes migrantes de retour, tant pour accéder aux droits et aux services qu'aux opportunités socioéconomiques disponibles. Ces analyses permettent aux acteurs publics, privés et associatifs d'adapter leurs services et leurs conditions d'accessibilité. De l'accueil au suivi en passant par l'orientation, l'appui psychosocial, la formation, l'insertion ou l'accès au financement, tous les acteurs de la prise en charge sont pris en considération.

En Guinée, le projet AMIS renforce les liens entre services publics de l'emploi, centres de formation, structures d'accompagnement et entreprises pour connecter les personnes migrantes de retour à des opportunités concrètes. Les partenariats avec le secteur privé sont essentiels pour aligner les parcours professionnels sur les besoins réels de l'économie locale.

L'accompagnement repose aussi sur une reconnaissance et une valorisation des compétences acquises lors de la migration : les expériences migratoires, mêmes difficiles, sont porteuses de savoir-faire techniques, relationnels et entrepreneuriaux. Enabel appuie des outils utilisés par les services publics, comme le bilan de compétences, qui met en valeur les acquis existants, identifie les besoins de formation et facilite l'orientation des jeunes vers des parcours professionnels adaptés. Un accent particulier est mis sur l'appui psychosocial et professionnel destiné aux femmes, aux jeunes et aux personnes en situation de handicap.

L'objectif est de soutenir des trajectoires réalistes, qui mettent en avant les acquis existants et les opportunités locales.

De l'individu au territoire : une dynamique collective

La réintégration est d'abord une question de système : les services qui permettent l'accès aux droits et aux opportunités existent-ils, sont-ils accessibles et adaptés dans la durée ?

Pour les personnes migrantes de retour, l'enjeu est double : disposer de services adaptés à leurs parcours, et s'appuyer sur des acteurs capables de veiller à leur inclusion en lien avec les institutions nationales et locales.

Plutôt que de créer des dispositifs parallèles ad hoc, MIGRET et AMIS renforcent les écosystèmes existants au bénéfice de toute la population. L'approche d'Enabel s'ancre au niveau territorial : elle renforce les capacités de gestion des services publics, des collectivités locales et de la société civile afin qu'ils puissent durablement accueillir, orienter et accompagner les personnes migrantes de retour.

En évitant de calquer un modèle unique, parfois inadapté aux réalités locales, l'approche d'Enabel contribue aussi à intégrer les enjeux de la réintégration dans les politiques nationales de l'emploi, de la jeunesse et de la migration.

Une approche qui rejoint les évolutions européennes

Ces expériences montrent que l'existence de systèmes adaptés ainsi que l'accès à des opportunités socioéconomiques permettent aux personnes migrantes de faire des choix de manière libre et autonome, dans un cadre régulier.

Cette approche s'inscrit dans une évolution plus large des politiques européennes, qui tendent vers une approche plus intégrée articulant gouvernance de la mobilité et de la migration, coopération avec les pays partenaires et appui aux systèmes nationaux de (ré)intégration.

Des projets comme MIGRET et AMIS traduisent ces orientations en actions concrètes, en investissant dans les territoires et les systèmes locaux, et en reconnaissant la mobilité comme vecteur de création de valeur.

Engagement du secteur privé

Puratos et Enabel : une alliance stratégique qui fait bouger la filière cacao

Puratos est un groupe mondial belge spécialisé dans le secteur des ingrédients pour la boulangerie, la pâtisserie et le chocolat. Fondé en 1919, il est présent dans plus de 100 pays et réalise près de 3,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel.

Cédric Van Belle, Président du conseil d'administration, revient sur la stratégie cacao du groupe et explique en quoi la durabilité et le partenariat stratégique avec Enabel contribuent à transformer durablement la filière.

La durabilité est au cœur de votre stratégie cacao. Pourquoi est-ce devenu un enjeu central aujourd'hui ?

Chez Puratos, notre stratégie cacao s'inscrit dans une évolution historique. Nous sommes entrés assez tardivement dans le chocolat, en 1989, dans un marché déjà très concurrentiel. Très vite, nous avons choisi de nous orienter vers des chocolats d'origine, issus d'une seule plantation ou en tout cas d'une région spécifique. Mais en apprenant ce métier, nous avons surtout découvert un problème majeur dans la filière d'approvisionnement cacao, particulièrement en Afrique : les agriculteur-rices étaient très mal rémunéré-es et peinaient à vivre de leur activité.

Cela nous a choqués. À la fois sur le plan éthique et sur le plan stratégique. Si les producteurs ne peuvent pas vivre de leur travail, pourquoi transmettraient-ils ce métier à leurs enfants ? À terme, c'est l'avenir même de l'approvisionnement en cacao qui est menacé. Nous avons d'abord exploré les labels existants, mais nous avons constaté qu'ils n'étaient pas parfaits et qu'une partie des primes restait nécessairement dans les structures de gestion.

Nous avons donc décidé de créer notre propre programme, Cacao-Trace, qui repose sur deux piliers. D'une part, l'amélioration de la qualité du cacao. Nous payons aux agriculteur-rices un prix premium par rapport au marché et avons développé une expertise en fermentation et séchage, ce qui permet d'obtenir un cacao de très grande qualité. D'autre part, le « chocolat bonus ». Nos clients, puisque nous sommes une entreprise B2B, paient 10 centimes supplémentaires par kilo de chocolat Cacao-Trace acheté. Cette somme est reversée à 100 % aux agriculteur-rices via une fondation.

Selon les pays, ce bonus est distribué directement aux agriculteur-rices ou investi dans des projets communautaires : écoles, maternités, châteaux d'eau, kits scolaires. Aujourd'hui, ce bonus représente plus de 3 millions d'euros par an, dont environ 2 millions pour la Côte d'Ivoire. Grâce à ce système, les producteurs bénéficient d'un revenu supplémentaire significatif, tout en améliorant la qualité du cacao. Pour nous, il s'agit d'un véritable modèle gagnant-gagnant : nous obtenons un cacao de meilleure qualité tout en ayant un impact réel sur la vie des communautés agricoles.

En quoi cette approche transforme-t-elle la relation avec les producteurs ?

Investir dans la qualité du cacao change profondément la relation avec les producteurs et productrices. Nous ne sommes plus dans une logique purement transactionnelle, mais dans un partenariat gagnant-gagnant. En rémunérant mieux les agriculteur-rices pour des fèves de qualité et en apportant une expertise technique, nous leur permettons d'améliorer leur production et d'accéder à des revenus plus élevés.

Selon les pays, nous travaillons directement avec les producteurs, via nos propres centres de fermentation, ou en collaboration avec des partenaires et des coopératives. Dans certains cas, comme au Vietnam, nous connaissons chaque fermier individuellement. En Afrique, où les chaînes sont plus complexes, nous travaillons davantage avec des coopératives et des partenaires pour garantir la traçabilité et la gestion des projets.

Ce modèle crée une relation à long terme. Les producteurs savent que leur cacao sera acheté à un prix premium, ce qui les incite à investir dans leur exploitation. Pour nous, cela garantit



Cédric Van Belle

Président du conseil d'administration
de Puratos

un approvisionnement stable et de qualité. Ce n'est pas de la charité : c'est un modèle économique durable gagnant-gagnant. Cacao-Trace représente aujourd'hui environ un tiers de notre chocolat, avec l'objectif d'atteindre 50 % d'ici 2030 et, à terme, un approvisionnement 100 % durable.

Pourquoi les partenariats public-privé sont-ils indispensables, et comment se répartissent les rôles entre Puratos et Enabel ?

Les partenariats public-privé sont essentiels, car agir seul est souvent plus lent et plus difficile. Dans de nombreux pays, notamment en Afrique, les réalités administratives ou logistiques rendent les projets plus complexes. Des partenaires publics comme Enabel apportent une crédibilité, un réseau institutionnel et une connaissance des contextes locaux que nous n'avons pas toujours.

La complémentarité est claire : Puratos apporte son expertise cacao, sa capacité d'investissement et sa connaissance technique de la filière. Enabel facilite les relations locales, soutient la structuration des coopératives et accélère la mise en œuvre des projets. Cette collaboration est particulièrement importante lorsque nous nous développons dans de nouveaux pays où nous ne disposons pas encore d'équipes locales.

Nous cherchons, par exemple, à diversifier notre approvisionnement au-delà de la Côte d'Ivoire, avec des projets au

Congo, au Cameroun ou en Ouganda. Dans ces contextes, le soutien d'un acteur public permet de réduire les risques et d'accélérer les initiatives. C'est cette complémentarité qui garantit le succès des projets.

Quel rôle une entreprise publique comme Enabel peut-elle jouer face aux crises actuelles ?

Les crises climatiques, économiques et géopolitiques fragilisent les chaînes de valeur. Les entreprises doivent à la fois sécuriser leur approvisionnement et investir dans la durabilité. Une entreprise publique peut jouer un rôle clé en facilitant l'accès aux marchés, en mettant en relation les acteurs et en accélérant les projets.

La présence d'équipes locales est particulièrement précieuse. Elles permettent de comprendre les réalités du terrain, de faciliter les contacts et d'assurer le suivi des projets. Dans des contextes complexes, comme certains pays d'Afrique centrale, cette présence est essentielle pour démarrer et maintenir des initiatives durables.

Enabel peut également sensibiliser davantage les entreprises belges aux opportunités offertes en Afrique. Beaucoup ne savent pas toujours ce qu'une entreprise publique comme Enabel peut leur apporter. En mettant en avant des success-stories et en soutenant des projets pilotes, elle peut réduire la perception du risque et encourager de nouveaux investissements.

Quel message adresser aux entreprises privées souhaitant investir en Afrique ?

L'Afrique est, pour nous, le continent du futur. Les évolutions démographiques des vingt à trente prochaines années sont claires : ne pas y être serait une erreur stratégique. Chez Puratos, nous travaillons avec une vision à long terme, sur dix, vingt ou trente ans, et l'Afrique s'inscrit pleinement dans notre développement.

Cependant, il faut avancer progressivement et privilégier les partenariats. Démarrer seul est difficile ; nous croyons fermement aux joint-ventures avec des partenaires locaux. C'est ainsi que nous avons développé nos activités dans plusieurs pays africains, avec des partenaires qui connaissent le terrain et facilitent l'intégration.

Au-delà de l'aspect géographique, il y a aussi la dimension durable. Investir dans la durabilité n'est pas de la charité, c'est un choix stratégique. À long terme, durabilité et performance économique se renforcent mutuellement. Les entreprises qui s'engagent aujourd'hui créent des cercles vertueux, sécurisent leurs chaînes de valeur et répondent aux attentes croissantes des clients.

En résumé, il faut voir l'Afrique comme une opportunité à long terme, avancer en partenariat et intégrer la durabilité au cœur de la stratégie. Ceux qui feront ce choix dès maintenant bénéficieront d'un avantage décisif dans les années à venir.

Engagement du secteur privé

Enabel et le secteur privé : des alliés naturels

Enabel développe des partenariats stratégiques avec le secteur privé pour stimuler l'emploi, renforcer les chaînes de valeur et accélérer la transition durable. En combinant expertise et investissement, nous transformons des ambitions communes en actions concrètes, au service d'une croissance inclusive et créatrice d'opportunités économiques locales.



Formation, emploi, entrepreneuriat

Le partenariat entre Enabel et Brussels Airlines est axé sur le plaidoyer commun, une communication coordonnée et des initiatives en matière de coopération internationale. Les deux entreprises partageront informations et réseaux, et cocréeront des projets liés au Global Gateway, notamment en matière d'assistance technique, de formation professionnelle, d'emploi et d'entrepreneuriat. Le partenariat prévoit aussi un transfert de compétences via des formations conjointes, une collaboration au sein de l'African Competence Center et des stages. Des initiatives dans le tourisme durable et le soutien aux marchés locaux seront également explorées, tout en alignant les efforts en matière de responsabilité sociétale des entreprises.

Parallèlement, l'Union européenne a confié à Enabel un programme urgent à l'aéroport de Bujumbura, au Burundi. Après des discussions techniques avec les autorités de l'aviation civile burundaise et Brussels Airlines, Enabel prépare le document d'action et le budget des mesures à financer. L'initiative vise à améliorer les services aéroportuaires, renforcer la connectivité et soutenir le développement économique du Burundi.

RioTinto

Investir dans l'emploi des femmes

En Guinée, Enabel a noué un partenariat avec Rio Tinto (groupe minier international) pour renforcer l'employabilité et l'autonomisation économique de 500 jeunes, en particulier des jeunes filles et femmes vulnérables. Les partenaires cofinancent des Centres d'Autonomisation Économique des Femmes (CAEF), qui proposent des formations techniques et entrepreneuriales dans la transformation agroalimentaire, la couture, la coiffure, la savonnerie ou le maraîchage. Cette collaboration améliore la qualité des formations, développe des référentiels métiers alignés sur les besoins du marché, équipe les centres et renforce les capacités des formatrices, tout en favorisant l'insertion socio-professionnelle des apprenantes. En combinant expertise publique et engagement privé, ce partenariat soutient durablement le dévelop-

pement du capital humain et la dynamique économique locale, notamment le long du corridor Simandou reliant le sud-est du pays à la capitale Conakry.



Un partenariat stratégique pour des chaînes de valeur durables

Enabel et AB InBev (un des plus grands groupes brassicoles au monde) ont conclu un partenariat stratégique à long terme pour faire progresser le développement durable à travers les chaînes de valeur agricoles, promouvoir les initiatives d'économie circulaire et renforcer la préservation de l'eau et la résilience climatique en Ouganda, au Mozambique et en Tanzanie.

Formalisée au moyen d'un protocole d'accord, cette collaboration capitalise les initiatives conjointes antérieures et jette les bases d'un partenariat structuré combinant les forces d'un acteur public du développement et d'un leader mondial du secteur privé.

AB InBev met à disposition une vaste expérience opérationnelle, des plateformes d'innovation et de vastes chaînes d'approvisionnement agricole, tandis que, pour sa part, Enabel apporte une forte présence locale, une expertise technique et de solides réseaux au sein des gouvernements et de la société civile.

Des premières opportunités de collaboration sont en cours de développement au Mozambique, en Ouganda et en Tanzanie. Le développement de projets communs se concentre sur trois domaines prioritaires :

- **Agriculture durable** : améliorer les rendements et soutenir et renforcer les compétences des agriculteurs et des coopératives, notamment par le biais de formations et d'autres activités de perfectionnement professionnel.
- **Gestion responsable de l'eau** : protéger les bassins versants, améliorer l'accès des communautés à l'eau potable et promouvoir une gestion responsable de l'eau.
- **Énergie et émissions** : recyclage de bouteilles, centres de collecte et solutions de transport pour la gestion des déchets, systèmes de récupération et de recyclage du verre, projets d'énergie renouvelable, logistique

à faible empreinte carbone et initiatives locales en faveur de la résilience.

En Ouganda, les deux partenaires conçoivent conjointement des initiatives visant à renforcer la chaîne de valeur de l'orge et à promouvoir un développement économique inclusif. Les actions comprennent la formation de 500 agriculteurs et agricultrices, le codéveloppement d'un programme de production d'orge et l'appui à la digitalisation des associations villageoises d'épargne et de crédit. La promotion de l'emploi, l'appui aux PME et des initiatives d'écologisation sont en cours d'élaboration, tandis que le monitoring et l'évaluation sont menés conjointement dans l'optique de suivre les progrès réalisés dans les domaines de la formation, de l'entrepreneuriat et de l'inclusion financière.

Investir pour des systèmes alimentaires durables

Les systèmes alimentaires africains sont confrontés à des défis urgents : changement climatique, sécurité alimentaire et revenus équitables. Le 29 janvier 2026, Enabel et COLEAD (Committee Linking Entrepreneurship-Agriculture-Development) ont réuni à Bruxelles dirigeants publics et privés - dont AB InBev, Rombouts Coffee, Impact Finance Belgium, Colruyt Group, Silva Cacao, Puratos et Group Depre - pour explorer comment l'investissement stratégique et l'innovation peuvent renforcer les chaînes de valeur agroalimentaires et créer des systèmes alimentaires plus résilients et inclusifs.

Un message clé a émergé : la collaboration public-privé est essentielle et doit être structurée pour générer de véritables synergies. Les agriculteur-rices doivent être reconnu-es comme entrepreneur-es investissables, propriétaires de leurs produits et de leurs données, afin de créer davantage de valeur. L'expertise locale et la coopération intra-africaine sont cruciales pour la durabilité des projets.

L'innovation doit être intégrée au cœur des stratégies commerciales, avec un soutien financier et non financier durable pour les PME. Des partenariats efficaces combinent contributions financières et techniques, publiques et privées, planifient les investissements et visent un impact mesurable et une viabilité commerciale.

Cette table ronde marque le point de départ de propositions belges pour le Global Gateway Investment Hub de l'UE. Les entreprises intéressées sont invitées à se rapprocher d'Enabel pour bénéficier d'un alignement et d'un appui stratégique.



Jean Van Wetter (CEO d'Enabel), Maxime Prévot (Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au développement), Kristof Waterschoot (Directeur général du Port d'Anvers-Bruges), Joseph Nganga (Envoyé spécial pour Mission 300). © Enabel

Soutenir les ambitions de l'Afrique dans la lutte contre le changement climatique

En juin 2025, Enabel et le ministre belge des Affaires étrangères ont accueilli Joseph Nganga, Directeur général du Sommet africain sur le climat à Nairobi (2023) et Envoyé spécial pour Mission 300, à l'occasion d'une visite de travail de quatre jours visant à renforcer la collaboration Afrique-Europe sur le climat et l'énergie. Le programme comprenait des visites de terrain auprès d'acteurs belges dans la transition énergétique, des dialogues sur les investissements avec des entreprises privées, des échanges politiques avec des institutions européennes clés, et une table ronde avec des acteurs de premier ordre*.

Ces rencontres ont mis en évidence tant des opportunités concrètes que des obstacles persistants liés à la préparation des projets, aux cadres réglementaires et aux conditions de financement. La visite a en outre renforcé la visibilité du Sommet africain sur le climat auprès des parties prenantes belges et européennes, facilité les discussions sur le rôle des finances publiques dans l'atténuation des risques liés aux investissements dans les énergies renouvelables et mobilisé l'expertise et les investisseurs belges au service de la transition énergétique de l'Afrique.

* | Port d'Anvers-Bruges (PoAbi), CMB.TECH, DEME, AB InBev, Fluxys, Bio-Invest, Credendo, Finexpo, DG INTPA, DG CLIMA, SEAE, Electrifi, South Pole, ARE, Turbulent, Incofin, SFPIM, GE Vernova, Waterleau, Envoyé spécial pour le climat, Envoyé spécial pour l'énergie.

Les jeunes dans le monde



© Enabel

Jeunes et engagé·es

Les jeunes jouent un rôle crucial pour l'avenir de la coopération internationale. En 2025, Enabel a mis l'accent sur l'engagement des jeunes : grâce au programme BeGlobal, au Programme Junior et au Youth Sounding Board, les jeunes ont la possibilité de réfléchir et d'agir sur les défis mondiaux.

BeGlobal : s'engager pour demain

L'année écoulée a été marquée par des rencontres significatives. Grâce à des débats, des ateliers et des partenariats avec des acteurs du secteur de la jeunesse et de l'éducation, les jeunes ont fait entendre leur voix sur des thématiques telles que la solidarité internationale, les inégalités dans le monde et l'avenir de la coopération internationale. Un des moments phares fut l'évènement pour la jeunesse organisé par BeGlobal à l'automne 2025 en collaboration avec Je m'engage pour l'Afrique (JMA). Les jeunes y ont débattu avec de jeunes expert·es et leaders d'opinion des grandes transformations auxquelles est confrontée la coopération internationale.

L'invité principal était David Van Reybrouck, écrivain, historien et voix critique manifeste dans le débat social sur la démocratie, les inégalités mondiales et la solidarité internationale.

Dans son discours d'ouverture, il a mis les jeunes au défi de se projeter au-delà des structures existantes et des évidences de la « coopération au développement ». Le véritable changement social et mondial n'émane pas de solutions rapides ou de réponses technocratiques, mais de l'écoute, de l'imagination et de la prise de responsabilités à travers les générations. Il a explicitement demandé que les jeunes soient pris au sérieux en tant qu'acteurs politiques et sociaux, car ce sont eux et elles qui subiront le plus longtemps les conséquences des décisions prises aujourd'hui.

En 2025, BeGlobal a conclu un accord avec la **Colruyt Group Foundation** pour développer un Youth Incubator. Ce partenariat vise à inspirer et à coacher des dizaines de jeunes à partir de 2026 pour qu'ils et elles développent et mettent en œuvre leurs idées de projets innovants de solidarité internationale.



Stefan Goethaert (CEO Colruyt Group), Jean Van Wetter (CEO d'Enabel). © Enabel



© Enabel - Mohammed Hammou

Youth Sounding Board : une voix structurée pour les jeunes

En 2025, Enabel a franchi une étape structurelle majeure en créant le Youth Sounding Board. Cette plateforme rassemble un groupe diversifié de jeunes gens qui dialoguent avec le management et le Corporate Board d'Enabel. Le Youth Sounding Board offre aux jeunes une plateforme permanente où partager leurs perspectives et recommandations afin de contribuer aux réflexions stratégiques de l'organisation.

Programme Junior : professionnaliser les jeunes et promouvoir la citoyenneté mondiale

Le 12 mars 2026, Enabel a célébré le 20^e anniversaire du Programme Junior qui, depuis 2006, a permis à près de 700 jeunes professionnel·les d'acquérir jusqu'à 2 années d'expérience dans les pays partenaires de la coopération internationale belge. Rien qu'en 2025, 19 Expert-es Junior-es ont travaillé chez Enabel ou dans des ONG affiliées.

Ce Programme s'adresse aux professionnel·les titulaires d'un bachelier ou d'un master, et âgé·es de moins de 31 ans. Il a vu le jour à la suite du tsunami de 2004 survenu dans l'océan Indien, sur l'initiative du ministre de la Coopération au développement de l'époque, Armand De Decker, en vue de mobiliser les jeunes autour des défis mondiaux et de leur offrir une première expérience professionnelle dans le domaine de la coopération internationale.

Il ne s'agit pas d'un programme de recrutement classique, l'accent étant mis sur l'accompagnement et le coaching. Avant leur départ, les Expert-es Junior-es sélectionné·es bénéficient d'une formation intensive qui les prépare à travailler et à vivre dans un nouveau contexte. Outre des sessions sur la gestion de projet, l'interculturalité, l'innovation et la décolonisation, la formation s'articule autour de la citoyenneté mondiale en expliquant le lien entre les défis mondiaux et locaux. Les Expert-es Junior-es peuvent de même compter sur le soutien d'un·e coach externe pendant leur mission.

L'impact est pérenne : il ressort d'une enquête menée auprès des alumnis en 2025 que la moitié des ancien·es Expert-es Junior-es reste active dans le domaine de la coopération internationale, souvent en tant qu'expert·e, consultant·e, chef·fe de projet, manager ou directeur·rice d'une organisation. 90 % confirment que le Programme continue d'influencer leur carrière, même après de nombreuses années.

Dans certains pays, les jeunes Expert-es Junior-es européen·nes sont en outre associé·es à de jeunes professionnel·les recruté·es au niveau national afin d'approfondir l'échange interculturel.

Il s'agit donc là d'un véritable tremplin vers un travail international engagé.



« Si les États-Unis deviennent le nouveau 'Wild West', que l'Europe devienne le 'Warm West'. Construisons de nouveaux partenariats entre l'Europe et l'Afrique qui soient respectueux, constructifs et efficaces. »

David Van Reybrouck
Auteur

Opérations

Renforcer l'agilité et l'orientation stratégique

Accélération et adaptation des programmes pays

Suite au lancement de sept nouveaux programmes de coopération en 2024, l'année 2025 a mis l'accent sur l'intensification des activités et le respect des engagements des partenaires. Un objectif organisationnel commun avoisinant les 400 millions d'euros d'activités annuelles a été fixé pour garantir l'atteinte de résultats solides et cohérents.

Alors qu'aucun nouveau programme pays gouvernemental n'a été entamé en 2025, le gouvernement belge a chargé Enabel de lancer le programme BeGlobal pour une période de cinq ans.

Révision des programmes dans un contexte géopolitique changeant

De profonds changements géopolitiques ont contraint Enabel à revoir plusieurs programmes de coopération en cours, notamment en République démocratique du Congo (RDC), au Rwanda et en Palestine.

République démocratique du Congo (RDC)

Enabel a amorcé un changement de paradigme majeur dans son programme de coopération avec ce pays. La nouvelle stratégie se concentre sur l'appui à l'émergence de corridors de développement en tant que moteurs d'une transformation territoriale durable. Ce modèle intégré relie des services sociaux, productifs, environnementaux et institutionnels afin de favoriser la création de valeur locale, de renforcer l'intégration économique et de développer la résilience.

Deux corridors clés guident désormais la stratégie de coopération : le Corridor vert (nord) et le Corridor de Lobito (sud). Ces deux corridors s'inscrivent dans le cadre des priorités nationales et de la stratégie « Global Gateway » de l'UE.

Rwanda

Le 17 mars 2025, le Rwanda a mis fin à ses relations diplomatiques avec la Belgique, ce qui a conduit les deux pays à interrompre leurs programmes de coopération bilatérale. Cela a affecté le programme

gouvernemental 2024-2029 et la composante Rwanda dans le portefeuille régional de protection sociale et de travail décent 2022-2026.

Plusieurs projets ont été clôturés, avec des conséquences directes pour le personnel et les partenaires. Par contre, les programmes financés par l'UE se poursuivent eux comme prévu.

Palestine

Compte tenu de l'évolution du contexte, le programme pour la Palestine est en cours d'adaptation et de prolongation afin de demeurer pertinent et efficace.

Une nouvelle approche de la coopération et de partenariats mutuellement bénéfiques

Dans le droit fil des stratégies de l'UE et de la Belgique visant à promouvoir des partenariats mutuellement bénéfiques, Enabel a renforcé en 2025 son positionnement dans le domaine des matières premières critiques (CRM). Des actions concrètes ont été lancées dans plusieurs pays pour renforcer les cadres réglementaires, améliorer les pratiques ESG, renforcer la gouvernance et soutenir le développement local.

Les initiatives clés sont les suivantes :

- Tanzanie : préparation d'un projet visant à promouvoir l'investissement responsable dans le secteur minier, en mettant en relation des acteurs locaux avec des acheteurs européens, et en faisant progresser la formation professionnelle et les cadres de transparence pour l'industrie extractive.
- Ouganda : appui aux gouvernements locaux dans la gestion des revenus miniers afin de favoriser l'emploi et d'augmenter la valeur ajoutée nationale.
- RD Congo : appui au ministère des Finances sur le plan de la gestion macro-fiscale des ressources extractives, combiné à des efforts de promotion du travail décent et du développement des compétences.

Ces initiatives renforcent le rôle d'Enabel au sein de l'écosystème CRM européen tout en contribuant à encourager un secteur minier plus responsable et inclusif.

Afrique de l'Ouest : tirer parti de la coopération internationale aux fins d'élargissement des partenariats

En Afrique de l'Ouest, la coopération internationale fait de plus en plus office de catalyseur à une collaboration plus large dans le cadre de la Team Belgium et la Team Europe. Parmi les secteurs clés figurent les ports, la santé, les produits pharmaceutiques et l'agroalimentaire, tous fortement alignés sur les priorités belges en matière de santé, de climat et de stabilité.

Une initiative phare est le Corridor CALAO (Abidjan-Lagos et Abidjan-Ouagadougou), qui relie six pays entre la Côte d'Ivoire et le Nigeria.

Une autre initiative stratégique est le projet SCOPE (Safety and Security in West and Central African Ports), mis en œuvre avec le Port of Antwerp and Bruges International (PoABi). Actif en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Cameroun, au Nigeria et au Sénégal, ce projet se concentre sur des mesures de renforcement des capacités « soft » afin d'améliorer la connectivité régionale et de réduire les risques de catastrophes.

Sahel : rester engagé-e dans des contextes difficiles

Malgré des environnements complexes en termes de sécurité, Enabel a maintenu une forte présence au Sahel. Au Burkina Faso et au Niger, des résultats solides ont été atteints.

Fin 2025 a vu la signature de trois projets financés par l'UE portant sur les corridors Ouagadougou-Koudougou-Dédougou et Bobo-Dioulasso-Banfora incluant :

- le renforcement de la capacité de réponse aux violences basées sur le genre : élargissement du modèle de guichet unique à Tenkodogo ;
- la consolidation des services financiers et non financiers : appui au développement des entreprises et des coopératives, en mettant l'accent sur les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables ;
- le projet d'éducation « Kalan Sira » : amélioration de la formation technique et professionnelle, et adéquation entre l'offre éducative et les besoins du marché du travail.

Explorer de nouvelles opportunités au Moyen-Orient et en Europe de l'Est

Si la transition en Syrie offre certes des opportunités, elle demeure fragile. La Belgique a adopté une stratégie de réengagement diplomatique par étapes pour soutenir la transition démocratique et le redressement fondé sur les droits.

Enabel a lancé une stratégie opérationnelle progressive et contextuelle à partir de la Jordanie, soutenue par des missions et des contacts de haut niveau. Cet alignement

sur les programmes régionaux en Jordanie et en Palestine permet un élargissement futur, si le contexte politique et sécuritaire venait à s'améliorer.

En 2025, Enabel a investigué la coopération avec la Moldavie, ce qui a donné lieu à une visite d'étude en Belgique en février 2026. Les autorités moldaves et ukrainiennes chargées de l'énergie ont rencontré des organismes publics et des entreprises belges de premier plan. La signature d'un MoU est prévue à Chişinău en 2026 pour ancrer la collaboration à long terme.

Diversification pour atteindre un plus grand impact

Enabel continue de nouer des partenariats avec des institutions financières européennes et internationales afin de diversifier sa clientèle. Cela renforce la politique étrangère de la Belgique tout en permettant à l'expertise publique et privée belge d'appuyer le développement dans les pays partenaires, en particulier dans le cadre de la stratégie « Global Gateway » de l'UE.

En 2025, Enabel a signé des contrats d'une valeur de 182 millions d'euros avec des partenaires financiers internationaux. Il est important de noter que 80 % de ce nouveau financement s'inscrit directement dans le cadre du mandat de service public confié à Enabel par l'État belge.

Dans le contexte de l'UE et des initiatives Team Europe, Enabel a signé 22 contrats et 2 augmentations de budget, pour un total de 152 millions d'euros. Cela confirme la reconnaissance par l'UE d'Enabel en tant que partenaire clé de mise en œuvre, en renforçant de la sorte l'influence de la Belgique sur la scène internationale.

Fonds vert pour le climat (FVC) : un jalon stratégique

En 2025, Enabel a achevé la formulation de sa première proposition Fonds vert pour le climat (FVC) pour le Mozambique. Le projet proposé ambitionne de déployer 30 à 40 miniréseaux solaires, favorisant la résilience climatique et l'utilisation productive des énergies renouvelables dans les zones rurales mal desservies.

Les résultats escomptés sont les suivants :

- 399.000+ tonnes de CO₂ évitées sur 25 ans ;
- une énergie propre et fiable pour 66.000 personnes ;
- amélioration de la sécurité alimentaire, des moyens de subsistance et des services essentiels pour 160.000 personnes.

Au-delà des infrastructures, l'initiative renforce l'environnement du financement climat au Mozambique à travers l'appui au Fonds pour l'énergie FUNAE du pays et l'opérationnalisation des nouvelles réglementations en matière de miniréseaux. Cette réalisation fait d'Enabel un acteur crédible des financements climat à grande échelle.

Organisation



S.A. de droit public

Enabel est une société anonyme de droit public à finalité sociale créée par la loi du 16 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement d'Enabel, Agence belge de développement. L'État belge, représenté au sein de l'Assemblée générale par le ou la ministre de la Coopération au développement, est son seul actionnaire.

Enabel met en œuvre la coopération gouvernementale belge. Elle recherche de même activement des missions pour d'autres donateurs, qui renforcent la politique étrangère de la Belgique. Enabel peut également mettre en œuvre et coordonner des initiatives d'instances fédérales belges sur le plan de la coopération internationale. Ce faisant, Enabel fait office d'interface entre des organismes publics belges et des donateurs belges ou étrangers dans le cadre d'actions de développement international, de préférence dans des pays à revenu faible ou intermédiaire.

Organes de direction

Assemblée générale

Le ou la ministre de la Coopération au développement représente l'État fédéral à l'Assemblée générale. En 2025, l'Assemblée générale s'est tenue le 27 mars.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé de membres qui ont acquis une expertise utile et démontrable en matière de développement international et de gestion d'entreprises. Les membres du Conseil d'administration sont nommé-es pour un terme renouvelable de quatre ans. En 2025, le Conseil d'administration s'est réuni à 9 reprises, dans la composition suivante : Delphine Moralis (Présidente), Caroline Amrom, Karla Basselier, Brigitte Boone, Alain Coheur, Farah Dehon, Amélie Derbaudrenghien, Patrick Develtere, Guido Gryseels, Patrick Itschert et Bart Staes.

Directeur-riche général·e

Le Directeur général ou la Directrice générale est responsable de la gestion journalière d'Enabel. Il ou elle est nommé-e par le Conseil d'administration pour un mandat renouvelable de six ans.

Comité de direction

Le Conseil d'administration nomme à la majorité absolue, sur proposition du Directeur général ou de la Directrice générale, les membres du Comité de direction pour un terme renouvelable de six ans.

Composition :

- Jean Van Wetter (Directeur général)
- Khady Thiam (Directrice People & Talent)
- Sven Huysen (Directeur Operations)
- Danny Verspreet (Directeur Finances & IT)
- Evelien Masschelein (Directrice Expertise & Think).

Le Comité de direction s'est réuni à 25 reprises en 2025.

Organes de contrôle

- Commissaires du gouvernement (Coopération au développement et Budget)
- Collège des Commissaires (Cour des comptes et réviseur-euses d'entreprises)
- Audit interne

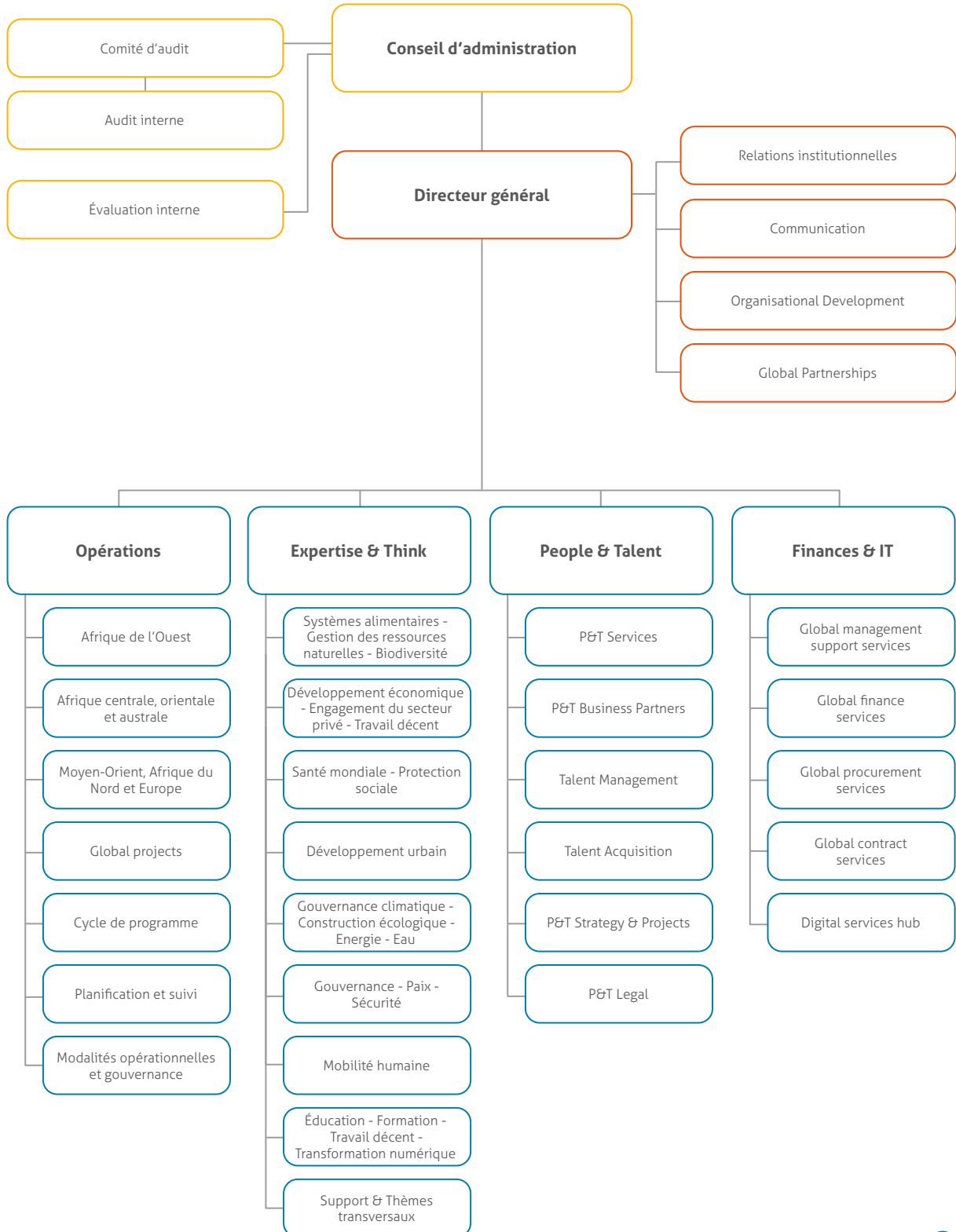
Intégrité

En 2025 également, Enabel n'a pas ménagé ses efforts pour mériter la confiance de ses mandants et de ses partenaires. La charte d'intégrité des acteurs de la coopération internationale belge, notre propre code éthique, notre politique antifraude et notre politique de lutte contre l'exploitation sexuelle demeurent les piliers de la politique d'intégrité.

Cette politique n'est pas restée lettre morte. En 2025, Enabel a mis en place des campagnes de sensibilisation portant sur les questions d'intégrité liées aux conflits d'intérêts et aux cadeaux. Comme chaque année, le réseau Enabel des acteurs de l'intégrité a largement communiqué pendant la semaine internationale de sensibilisation à la fraude en décembre. Ce même réseau est en outre responsable de la communication et de la promotion continues du code éthique d'Enabel auprès de nos partenaires et fournisseurs externes.

Mais la confiance ne se gagne pas uniquement par la parole. Le nombre croissant de signalements de lanceur-euses d'alerte confirme que nos employé-es et nos partenaires externes pensent qu'ils et elles peuvent signaler des atteintes présumées en toute sécurité, que ces rapports font l'objet d'un suivi attentif et que notre organisation procède à des adaptations, le cas échéant.

Organigramme



Finances

Bilan (euros)

| Actif | 31/12/2025 | % | 31/12/2024 | % |
|--------------------------------------|--------------------|--------------|--------------------|--------------|
| Actifs immobilisés | 2.501.999 | 1,2 % | 2.432.652 | 1,1 % |
| Créances > 1 an | 0 | 0,0 % | 0 | 0,0 % |
| Sous-total | 2.501.999 | 1,2 % | 2.432.652 | 1,1 % |
| Créances ≤ 1 an | 86.590.228 | 39,8 % | 45.463.033 | 20,5 % |
| Placements de trésorerie | 112.921.520 | 51,9 % | 151.820.722 | 68,4 % |
| Valeurs disponibles | 7.517.942 | 3,5 % | 13.425.901 | 6,1 % |
| Comptes de régularisation | 7.835.696 | 3,6 % | 8.756.799 | 3,9 % |
| Total de l'actif | 217.367.384 | 100 % | 221.899.107 | 100 % |
| Passif | 31/12/2025 | % | 31/12/2024 | % |
| Capitaux propres | 20.066.778 | 9,2 % | 20.134.329 | 9,1 % |
| Provisions et impôts différés > 1 an | 3.880.533 | 1,8 % | 3.627.954 | 1,6 % |
| Sous-total | 23.947.311 | 11,0 % | 23.762.283 | 10,7 % |
| Dettes > 1 an | 0 | 0,0 % | 0 | 0,0 % |
| Provisions et impôts différés ≤ 1 an | 0 | 0,0 % | 0 | 0,0 % |
| Dettes ≤ 1 an | 192.782.700 | 88,7 % | 197.401.379 | 89,0 % |
| Comptes de régularisation | 637.374 | 0,3 % | 735.445 | 0,3 % |
| Total du passif | 217.367.384 | 100 % | 221.899.107 | 100 % |

Compte de résultats

| | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|--------------------|--------------------|
| Produits d'exploitation | 435.600.343 | 357.089.576 |
| Chiffre d'affaires | 407.097.008 | 329.159.608 |
| Autres produits d'exploitation | 27.428.518 | 26.533.347 |
| Produits d'exploitation non récurrents | 1.074.818 | 1.396.622 |
| Charges d'exploitation | 438.055.645 | 363.720.256 |
| Achats | 91.281.672 | 46.728.614 |
| Services et biens divers | 251.993.585 | 229.830.513 |
| Frais de personnel | 91.021.649 | 80.167.734 |
| Amortissements | 2.226.547 | 3.075.469 |
| Réduction de valeur des actifs circulants | | |
| Provisions pour risques & charges | 252.579 | 1.540.565 |
| Autres charges d'exploitation | 1.109.735 | 2.297.692 |
| Charges d'exploitation non récurrentes | 169.879 | 79.668 |
| Résultat d'exploitation | -2.455.302 | -6.630.680 |
| Charges financières | -2.833.016 | -2.458.134 |
| Produits financiers | 5.220.768 | 8.786.792 |
| Résultat financier | 2.387.751 | 6.328.658 |
| Résultat de l'exercice avant imposition | -67.551 | -302.022 |
| Prélèvement sur / transfert aux impôts différés | | |
| Impôts sur le résultat | | |
| Résultat de l'exercice | -67.551 | -302.022 |
| Prélèvement sur / transfert aux réserves immunisées | | |
| Résultat de l'exercice à affecter | -67.551 | -302.022 |

Colophon

Enabel

Rue Haute 147 - 1000 Bruxelles
Belgique
T +32 2 505 37 00
info@enabel.be

Éditeur responsable :
Jean Van Wetter, Directeur général

Composition et mise en page : Enabel
Photo de couverture : © Adobe Stock

enabel.be
open.enabel.be

Suivez-nous via :



La reproduction de cette publication est autorisée
pour autant que la source soit mentionnée.

Publiée en français, néerlandais et anglais.

Mai 2026

Le rapport d'activités 2025-2026
est également disponible en
version électronique, adaptée
aux tablettes et smartphones.
Scannez ce code :



Inscrivez-vous à notre
newsletter mensuelle :



Enabel 

**Agence belge
de coopération internationale**
Rue Haute 147 - 1000 Bruxelles
T +32 2 505 37 00
info@enabel.be
enabel.be



Belgique

partenaire du développement